

HORIZONS

LE MAGAZINE DU COLEACP ET DU PROGRAMME FFM

Khadija, Calvin & Caroline

Trois jeunes, trois avenir de
l'agriculture africaine

PAROLE AUX EMPLOYEURS

Karim Dostmohamed, DG de FrigoKen

« J'encourage vivement les jeunes à s'impliquer »

LES VALEURS DU COLEACP

PAROLES AUX JEUNES

Yentyl Williams, ACP YPN :

« Trop de cloisonnements et
pas assez de synergies »

DOSSIER

JEUNES & FORMATION



EDITORIAL

LES JEUNES AFRICAINS ONT-ILS UN AUTRE CHOIX QUE DE TRAVAILLER DANS L'AGRICULTURE ET L'AGRO-INDUSTRIE ?

Combien de fois avons-nous entendu qu'il fallait rendre l'agriculture plus « sexy » pour que les jeunes s'y intéressent ? A coup de TICs, drones, GSM, satellites, on réinventerait l'agriculture pour séduire ces jeunes qui ne trouvent pas de travail, pas d'espoir, pas d'avenir dans leur patrie.

Comment les enraciner dans leur terroir et éviter ces exodes obligés ?

Ne met-on pas la charrue avant les bœufs ? A-t-on rendu les mines de charbon européennes « plus sexy » pour que les jeunes y descendent dans les années « 50 » ?

Avec plus de 80 % de la population en dessous de 25 ans, et 18 millions de nouveaux emplois à créer chaque année, les jeunes africains n'ont pas le choix, ils doivent se retrousser les manches et s'approprier l'agriculture à tous les niveaux, de l'ouvrier à l'ingénieur en passant par le technicien, du pauvre au millionnaire en passant par la classe moyenne.

Ce n'est pas à l'agriculture de s'adapter, mais aux jeunes d'adapter leurs compétences aux besoins de l'agriculture de demain; moderne, performante, durable et rentable.

Par contre, il est de notre responsabilité de les conseiller et de les aider à se former.

Les secteurs privé et académique doivent s'associer pour définir les besoins immédiats, à moyen et long terme des entreprises et ensemble définir et mettre en place les parcours pédagogiques nécessaires avec l'aide des financements publics. Plus largement, c'est même envisager un partenariat public-privé-académique.

Le COLEACP œuvre dans ce sens depuis plus de 15 années (PIP¹ -2001) en se penchant sur le renforcement des capacités de tous les acteurs de la filière, créant un réservoir de compétences tant dans les entreprises, le secteur public qu'au sein des prestataires de services privés et académiques.

Nous avons mis en place un système de formation baptisé « Fair Revolving Training System ». « Fair » car il est mis en œuvre par les experts locaux, qui forment en cascades les suivants ; « Revolving » car ces experts locaux font remonter l'information et participent à l'amélioration

de l'existant, à la détermination des besoins et la réalisation des nouveaux outils. L'appropriation des méthodes et des outils se fait rapidement.

Depuis quelques années, nous sommes passés de méthodologies réactives à proactives. Après avoir réagi aux exigences du marché en termes de sécurité des aliments, nous sommes passés au niveau supérieur en anticipant les tendances des acheteurs, « produire de façon plus durable tout en améliorant la compétitivité de nos productions ».

PRÉPARER LES JEUNES AUX OPPORTUNITÉS DU SECTEUR DE L'AGRICULTURE

Aujourd'hui notre préoccupation est de préparer les jeunes afin qu'ils soient en mesure de tirer bénéfice des opportunités qui, immanquablement, se présenteront dans les décennies à venir avec le développement de l'agriculture.

On peut dire que nous sommes passés du « Capacity Building réactif » au « Serendipity² Building proactif » ! C'est la capacité de ces jeunes africains à saisir toutes les opportunités qui formera le tissu de PME's fondamental à toute croissance économique durable. Ce sont aussi ces jeunes qui formeront l'offre d'emplois pour répondre aux besoins des grandes entreprises agro-alimentaires investissant en Afrique.

Alors parole et place aux jeunes dans cette édition spéciale du magazine du COLEACP, qui n'aura jamais aussi bien porté son nom : Horizons.

Guy Stinglhamber

Délégué Général du COLEACP
Directeur du programme Fit For Market (FFM)

¹ Programme PIP Phase 1 2001-2007

² "Quand Walpole invente le mot « sérendipité » en 1754, il évoque la faculté de découvrir, « par hasard et sagacité », ce que l'on ne cherchait pas. Aujourd'hui, le terme connaît une vogue croissante au sens de « découverte par hasard ». Mais si cette focalisation permet d'affirmer la dimension imprévisible et non programmable de la recherche, l'occultation de la sagacité empêche de saisir ce que « sérendipité » désigne véritablement, et qui est au cœur de toute découverte." (Sylvie Cattelin, Sérendipité : du conte au concept, Editions du seuil 2014)

SOMMAIRE



HORIZONS L'ACTU

Les jeunes : tout le monde en parle !

P.1-3

Ils témoignent pour Horizons

P.4-6



HORIZONS TENDANCES

Des synergies, pas des cloisonnements – Changer le discours sur les jeunes et l'agriculture dans le cadre du partenariat UE-ACP

P.7-9

Accès au marché : anticiper l'impact de la nouvelle réglementation européenne concernant la protection des végétaux

P.10-13

Un nouvel outil mis au point par le COLEACP pour mesurer la durabilité des PME

P.14-15

Accès au financement pour les PME du secteur horticole : quand l'offre rencontre la demande...

P.16-17



HORIZONS JEUNES

Entretiens avec **Khadija, Calvin et Caroline**, trois jeunes ancrés dans l'avenir de l'agriculture africaine sub-saharienne

P.18-22

Paroles à des jeunes du COLEACP

P.23-24



HORIZONS FORMATION

Préparer les opérateurs aux évolutions rapides du secteur horticole

P.26-27

Des activités de formation orientées par les informations du terrain

P.28-30

Les jeunes sont-ils bien formés aux besoins des PME ?

Paroles aux employeurs

P.32-35



HORIZONS ÉVÈNEMENTS

Journées Européennes du Développement 2018:

Les jeunes et les femmes sur le devant de la scène

P.36

Lancement aux JED d'un e-marketing au service de jeunes PME innovantes

P.37



HORIZONS RENCONTRE

Louis Michel : « De toute évidence les jeunes africains ont conscience que seule l'agriculture durable peut vraiment accélérer le processus du développement du continent »

P.38-42



HORIZONS RETOUR VERS LE PASSÉ

Il y a 10 ans déjà...

P.43-45

Le Comité de liaison Europe-Afrique-Caraïbes-Pacifique (COLEACP) est une association professionnelle créée en 1973 dont la mission est de développer un commerce de produits agricoles et alimentaires (fruits, légumes en particulier), inclusif et durable, prioritairement dans les Etats ACP et entre ces pays et l'Union européenne.

La présente publication a été élaborée avec l'aide de l'UE et de l'AFD dans le cadre du programme Fit For Market. Le contenu de la publication relève de la seule responsabilité du COLEACP et ne peut aucunement être considéré comme reflétant le point de vue de l'Union européenne ou de l'AFD.



L'ACTU

Les jeunes : Tout le monde en parle !

Akin Adesina, Président de la Banque Africaine de Développement (BAD)
5e sommet annuel pour l'Afrique de la « London School of Economics and Political Science » (LSE) : « L'Afrique au travail : Éduquée. Active. Autonome », 20 avril 2018



« **L**es jeunes sont le meilleur investissement que l'Afrique puisse faire. (...) Dans tous les domaines : entrepreneuriat, informatique, nouvelles technologies, médecine, ingénierie, agriculture, médias, arts...
 Vous pouvez me croire, les futurs millionnaires et milliardaires africains viendront du secteur de l'agriculture... Les jeunes entrepreneurs de l'agroalimentaire seront essentiels pour parvenir à nourrir l'Afrique durablement. La BAD soutiendra les efforts visant à garder les jeunes Africains en Afrique, en développant des opportunités économiques... L'Afrique d'aujourd'hui vous appartient. Vous êtes le futur et nous croyons en vous ! » »

S.E. Sacko Josefa Leonel Correa, Commissaire de l'Union africaine, Économie rurale et Agriculture
Octobre 2017, (Extrait de l'intervention à l'ECDPM)

« **N**otre priorité sera de mobiliser les politiques et environnements institutionnels nécessaires afin d'obtenir une participation responsable du secteur privé et d'adopter des réformes permettant de promouvoir les opportunités pour les jeunes et les femmes, de façon inclusive, afin qu'ils s'engagent dans la production agricole et l'agroalimentaire. Ces secteurs doivent être orientés vers les meilleures options de croissance possible et intégrés dans les stratégies et activités de développement nationales existantes, avec de bonnes perspectives pour réaliser des économies d'échelle de portée nationale et/ou régionale. Ce processus doit aussi conduire à une transformation de l'engagement avec les partenaires du développement, dans le contexte d'une architecture économique mondiale à laquelle l'Afrique participe en tant qu'acteur économique à part entière, et où existe une vision partagée des pays africains organisés en réseau de manière cohérente, dans une économie et un marché à l'échelle du continent. » »



Neven Mimica, Commissaire européen à la Coopération internationale et au Développement

Octobre 2017, dans la perspective du sommet UA-UE du mois de novembre à Abidjan



« **L**'Afrique est le continent le plus jeune du monde, les moins de 25 ans constituant 60 % de sa population. La « jeunesse » étant le thème principal du sommet UA-UE de cette année, nous voulons apporter le point de vue de la jeunesse dans le dialogue intercontinental. La contribution des jeunes est fondamentale quand on discute d'un futur qui leur appartient. » »

Viwanou Gnassounou, Secrétaire Général adjoint, Secrétaire Général du groupe des États ACP

Briefing CTA « Les jeunes dans l'agribusiness: l'avenir de l'agriculture » mai 2017



« **C**omment pouvons-nous impliquer les jeunes de plus en plus dans l'agribusiness ? Je préfère d'ailleurs parler d'agribusiness plutôt que d'agriculture. Il ne s'agit pas de les forcer à aller dans les champs... Il faut considérer toute la chaîne de valeurs et créer des corridors vers des nouveaux métiers. On ne force pas la jeunesse à aller travailler dans les banques. On ne doit pas la forcer pour aller travailler dans l'agriculture. S'il n'y a pas d'intérêt c'est que quelque chose ne va pas, d'où l'importance d'identifier les écueils en particulier pour les jeunes et de les lever dans le cadre d'un développement compatible avec les défis qui y sont liés, en particulier au niveau démographique et climatique. »

Parminder Vir, PDG de la fondation Tony Elumelu (TEF)

Entre autres projets, elle a travaillé à lancer le programme d'entrepreneuriat Tony Elumelu.



« **P**our moi, c'est le capital humain qui offre les meilleures opportunités. L'Afrique a la population la plus jeune du monde, avec plus d'un milliard de personnes vivant en Afrique, cela représente un énorme capital humain. (...) Personne ne voudra quitter son foyer et son pays pour chercher du travail ailleurs si nous pouvons créer ces opportunités ici. Mon conseil (aux jeunes entrepreneurs, ndlr) ne s'applique pas qu'à ceux qui se dirigent vers l'agroalimentaire, il s'adresse à tous ceux qui souhaitent entreprendre. Ils doivent identifier les lacunes du marché et les faire correspondre à leurs propres passions et centres d'intérêt, puis repérer les ressources dont ils ont besoin pour mettre leurs idées en pratique. L'entrepreneuriat n'est pas quelque chose que vous pouvez faire en amateur tout en occupant un autre emploi (...) Vous ne pouvez pas dire «Je suis entrepreneur» tant que vous n'avez pas étudié votre projet de manière approfondie. »

Paul Polman, PDG d'Unilever

CEO African forum avril 2018



« **L**e secteur privé doit accompagner les gouvernements dans la construction d'un avenir durable. L'une des conditions est la lutte contre la pauvreté et la faim. Cette instabilité n'est pas propice au développement des affaires qui conduit à la création d'emplois pour les jeunes et au développement. Si vous traitez bien les gens dans la chaîne de valeur, ils vous seront redevables. »

Forum économique mondial de Davos (2017), Paul Polman, PDG d'Unilever, s'adressant aux jeunes dirigeants de One Young World : « Faites entendre vos voix; participez activement au processus politique ; investissez dans des sociétés responsables ; et, enfin et surtout, vivez ce que vous prônez et mettez-vous au service des autres. »



Francine Muyumba, Présidente de l'UPJ

Cérémonie d'ouverture du 5e sommet des chefs d'État et de Gouvernement de UA-UE, Abidjan Novembre 2017.

« **E**n discutant d'un nouveau partenariat entre l'Afrique et l'Europe, il est très important de mettre l'accent sur l'entrepreneuriat et l'emploi des jeunes. Nous voudrions que vous ne quittiez pas cette salle sans vous pencher sur cette question (...) Les jeunes ne pourront tourner le dos à l'immigration clandestine que si les ressources sont mises à leurs dispositions pour entreprendre. « Il est très important que nous nous concentrons sur l'entrepreneuriat et l'emploi des jeunes, seule manière de surmonter toutes les difficultés que nous rencontrons sur le continent, notamment celle de la traversée méditerranéenne. » »



PROMOTING
BUSINESS
DEVELOPMENT



Dr Agnès Kalibata
Interview au COLEACP
par ACP YPN
Bruxelles, Mars 2018

L'ACTU

Ils témoignent pour Horizons

Horizons : Quel est votre conseil aux jeunes qui envisagent une carrière dans l'agriculture ?

Dr Agnes Kalibata : Il y a des opportunités dans l'agriculture, mais vous devez être équipé. L'agriculture exige des compétences. Ce n'est pas quelque chose que vous faites parce que vous savez semer des graines en terre. Il faut des compétences et vous devez être prêt à acquérir celles qui vous sont nécessaires en fonction des produits, selon celui vers lequel vous vous dirigez ; selon la chaîne de valeur vers laquelle vous voulez vous orienter, en fonction de ce que vous essayez de faire. Si vous voulez faire de la mécanisation et fournir des services de mécanisation, vous devez comprendre la mécanique. Les machines tombent en panne. Comment les réparer ? Où trouver le service ? Si vous voulez produire du maïs, le maïs demande A, B, C, D. Comment vous protégez-vous des parasites ? Quel est votre marché ? Donc, il faut des compétences et vous devez être prêt à apprendre, ce n'est pas une chose vers laquelle vous allez parce que vos parents plantaient du maïs derrière la maison et que vous allez planter du maïs et l'agriculture travaillera pour vous. Il faut des compétences, ces compétences doivent être acquises et il y a des lieux pour cela. Comme je le disais, depuis le centre d'apprentissage virtuel pour les jeunes que nous essayons de mettre en place, nous serions très heureux de mettre les jeunes en lien avec des sources de compétences.



WERNER HOYER

Président de la Banque européenne d'investissement

« Nous devons nous concentrer sur

le financement par le secteur privé et l'accès aux financements, mais aussi renforcer les partenariats entre Européens et Africains. Nous devons offrir plus d'opportunités aux jeunes, avec des programmes tels que notre programme de stages ACP. Nous devons aussi encourager davantage les programmes qui mettent en lumière le rôle que peuvent jouer les jeunes dans l'élaboration de l'Afrique du futur, tel que le Sommet Afrique-Europe de la jeunesse. Il existe de nombreux exemples encourageants de jeunes utilisant les nouvelles technologies et l'innovation pour atténuer les contraintes et moderniser l'agriculture en général. Il y a aussi de nouveaux emplois dans l'agriculture qui attirent les jeunes en raison de la nouvelle technologie. Par exemple, nous investissons dans des fonds d'impact comme Novastar (...). Notre programme Boost Africa, une initiative conjointe avec la Banque Africaine de Développement, vise à renforcer l'esprit d'entreprise et l'innovation en Afrique, en créant de nouveaux emplois de qualité pour les jeunes Africains dans l'agriculture et d'autres secteurs. »



LEONARD MIZZI

Chef d'unité à la Commission européenne

« Je crois au pouvoir des personnes, et particulièrement des jeunes, en tant qu'acteurs clés du changement. L'Afrique a des ressources et des talents et l'Union européenne continuera à investir pour soutenir les opportunités en faveur des jeunes. Nous avons besoin que notre coopération soit forte et stratégique. Nous avons besoin de l'engagement constant de nos pays partenaires et de nos partenaires pour le développement.

Pour relever les défis, nous avons besoin de solutions durables – au sens économique, environnemental et social du terme. Je pense que nous allons dans la bonne direction et je compte sur nous tous pour continuer à travailler ensemble. (...) ACP YPN est une belle initiative. Les voix des jeunes doivent être entendues et écoutées; les jeunes doivent avoir leur mot à dire dans les politiques qui ont un impact sur leur vie : présent et futur. ACP YPN soutient activement les processus d'élaboration de politiques et fait un excellent travail. Leur réponse à la consultation de l'UE « Vers un nouveau partenariat entre l'Union européenne et les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique après 2020 » est un bon exemple d'une telle contribution politique concernant les jeunes ACP. Continuez! »



JOSEPH OWONA KONO

Président de l'AfriBana et député parlementaire camerounais, Co-Président de la délégation à l'Assemblée Parlementaire Paritaire ACP-UE

« Malheureusement, le secteur agricole pâtit encore trop d'une fausse image d'archaïsme auprès de la jeunesse et sous-estime l'immense diversité de carrières et de challenges qu'offre l'agriculture. Je partage le point de vue du président de la Banque Africaine de Développement Akin Adesina, disant qu'il faut rendre l'agriculture « profitable et cool » pour les jeunes. Contrairement à ce que l'on pourrait croire, l'agriculture est un métier très « business oriented ». Tout d'abord, être agriculteur c'est être chef d'entreprise, ce sont de véritables « agro-entrepreneurs » comme j'expliquais dans une tribune dans Jeune Afrique. (...) Autant vous dire que l'investissement de notre jeunesse dans l'agriculture est indis-

pensable pour sa modernisation. (...) Le décalage entre le potentiel de l'Afrique et son utilisation est encore trop criant, nous devons faire de la modernisation des secteurs agricoles et industriels une priorité. Enfin, les politiques publiques doivent placer les PME au cœur des politiques publiques, car elles restent le meilleur moyen de lutter contre le chômage. »



PHIL HOGAN

Commissaire européen à l'Agriculture et au Développement rural

« La Commission est convaincue que le développement d'un secteur agroalimentaire durable en Afrique est non seulement possible mais aussi vital pour garantir la sécurité alimentaire aux niveaux continental et mondial, ainsi que pour créer des opportunités d'emplois pour les jeunes. Ainsi, en février 2018, j'ai lancé un appel à manifestation d'intérêt pour la création d'un groupe de travail sur l'Afrique rurale (TFRA), afin de fournir des conseils, d'examiner les possibilités et d'identifier les stratégies pour stimuler plus encore les investissements publics et privés en faveur du développement de l'agriculture durable, de l'agroalimentaire et de l'agro-industrie en Afrique.

Des investissements responsables dans une agriculture à plus haute valeur ajoutée, qui utilisera les services de façon plus intensive, peuvent rendre le secteur agroalimentaire plus attractif pour les jeunes. La jeunesse africaine sera préparée à jouer un rôle clé dans une telle modernisation de l'agriculture, et les efforts nécessaires pour atteindre cet objectif doivent être faits. »



LOUIS MICHEL

Député européen et Président de la délégation à l'Assemblée Parlementaire paritaire ACP-UE

« De toute évidence les jeunes africains ont conscience que seule l'agriculture durable peut vraiment accélérer le processus du développement du continent. Il est impératif de conjuguer croissance démographique, agriculture productiviste et agriculture durable. Selon les pays, la situation n'est pas identique. Certains pays, comme par exemple la Côte d'Ivoire, le Cameroun, le Ghana, le Sénégal sont mieux préparés que d'autres.

La modernisation dans un domaine tel que l'agriculture nécessite de la technicité et donc des connaissances. Or actuellement, dans la plupart des pays Africains l'agri-

culture se pratique pour la subsistance. Pour jouer un rôle clé dans la modernisation de l'agriculture, il va falloir mettre en place un système de formation des jeunes axé sur les techniques agricoles et sur l'utilisation des moyens mécanisés. »



JETHRO GREENE

Coordinateur en chef de l'Organisation pour l'agriculture et le développement du commerce des Caraïbes orientales (ECTAD)

« Une population jeune, telle que celle que nous avons en Afrique, peut être un avantage à long terme. Cependant, cela doit être associé à la création d'un environnement favorable, afin de garantir que les jeunes possèdent les bonnes formations/compétences, pour faire avancer le développement de la région. L'entrepreneuriat des jeunes peut servir les transformations agricoles et structurelles dans les Caraïbes, s'il existe une implication dans la planification au plus haut niveau. **Il est aussi important que l'agriculture passe au premier rang du processus de planification des formations.** »



« Des synergies, pas des cloisonnements – Changer le discours sur les jeunes et l’agriculture dans le cadre du partenariat UE-ACP »





YOUNG PROFESSIONALS NETWORK

Des synergies, pas des cloisonnements Changer le discours sur les jeunes et l'agriculture dans le cadre du partenariat UE-ACP

Les organisations de jeunes ont joué un rôle sans précédent dans les questions UE-UA en 2017 pendant la préparation du sommet des Chefs d'État qui s'est tenu en novembre 2017 à Abidjan. Le Réseau des jeunes professionnels des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP YPN) était co-organisateur du 4e sommet Afrique-Europe de la jeunesse et, au-delà de la compétence «jeunes», l'ACP YPN a aussi été consulté dans le cadre du Forum Afrique-Europe des organisations de la société civile (OSC). En effet, la question de la « jeunesse » est maintenant omniprésente : le thème du Sommet UE-UA des Chefs d'États était « Investir dans la jeunesse pour un avenir durable » ; « Investir dans les jeunes pour exploiter le dividende démographique » était la priorité de l'UA pour 2017 ; l'UE a une nouvelle stratégie pour la jeunesse ; l'engagement pour la coopération des jeunes dans le cadre du partenariat Europe-Pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) est un engagement de longue date. Pourtant, dans les multiples processus politiques internationaux, l'ACP YPN a pu voir par lui-même que **malgré un fort accent mis sur la jeunesse, il existe encore trop de cloisonnements et pas assez de synergies, particulièrement sur le sujet de « la jeunesse et l'agriculture ».**

ACP YPN, avec le soutien du COLEACP, coorganise les

Forums de jeunes de l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE qui constituent un cadre formel permettant aux jeunes de dialoguer avec plus de 100 parlementaires quatre fois par an, avec une rotation entre les régions. Cette initiative est importante parce que **la majorité des propositions politiques existantes concernant les jeunes sont descendantes.** En d'autres termes, le gouvernement et les donateurs internationaux décident de l'agenda et les jeunes sont des participants passifs ou, pire encore, de simples spectateurs, bien que les jeunes soient des dirigeants actifs, qui participent et gèrent déjà des réponses locales et évolutives. Avec le soutien du COLEACP, l'ACP YPN a pu toucher les réseaux de jeunes et de jeunes entrepreneurs, ainsi que les agri-preneurs, dans les régions Europe et ACP. Cela favorise **une approche ascendante, dirigée par des jeunes et «youth-owned» que ces derniers peuvent s'approprier.** Dans chacun des Forums de jeunes, nous avons initié une nouvelle approche de l'intégration des jeunes selon laquelle **ces derniers participent activement à la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des initiatives stratégiques** dans lesquelles ils sont impliqués. Le résultat de quatre Forums de jeunes (en Namibie, au Kenya, à Malte et à Haïti) et d'un Forum de jeunes régional (Kenya – Afrique de l'Est) confirme que nous avons besoin d'un **trio d'innovations afin de mettre à bas les cloisonnements** au sein desquels



nous opérons actuellement. Cela nous permettra d'être inclusifs et de créer plus de synergies. Cela doit se traduire par :

1. Plus d'investissements dans des initiatives d'entrepreneuriat menées et détenues par des jeunes ;
2. Le renforcement des dialogues intergénérationnels dans lesquels les organisations de la société civile de jeunes sont réellement consultées ;
3. L'intégration des jeunes dans différents secteurs politiques, pour des prises de décision inclusives (ODD16.7).

Ces recommandations sont basées sur l'expérience concrète de l'ACP YPN, initiant les relations entre de jeunes experts et les institutions internationales. En outre, elles sont aussi fondées sur l'expérience pratique et concrète du partenariat avec le COLEACP et sa longue histoire, son expérience et sa compréhension des relations agricoles UE-ACP. Notre expérience renforce le fait que **miser sur la jeunesse est un investissement durable** et que nous avons vraiment besoin de travailler ensemble pour changer le discours actuel, basé sur une approche descendante. Après tout, **investir dans la jeunesse pourrait débloquer 15 mille milliards sur les 30 prochaines années seulement**, et le secteur de l'agriculture est au cœur du déblocage de ce potentiel. Pour cette raison, le partenariat COLEACP-ACP YPN est non seulement innovant, mais il possède également un fort potentiel, pas seulement social mais aussi économique.

Déjà lors des Journées européennes du développe-

ment, en juin 2017, le COLEACP et l'ACP-YPN ont lancé leur partenariat destiné à montrer comment l'agriculture peut être attractive pour les jeunes, en établissant un profil de jeunes agri-ambassadeurs dans les pays ACP. Ce partenariat a initié un engagement actif sur le thème « jeunesse et agriculture » avec le hashtag #agri4youth, avant même que le Comité technique spécialisé sur l'agriculture, le développement rural, l'eau et l'environnement de l'UA ait noté que *« une marge de manœuvre restreinte mais en diminution rapide existe toujours pour que la région tire parti de ce «dividende démographique» alors que la main-d'œuvre jeune du continent augmente »* (octobre 2017).

Ainsi, l'ACP YPN a pu constater par lui-même que de telles initiatives doivent se mettre en place à plus grande échelle. Grâce au soutien du COLEACP, l'ACP YPN a été représenté pour la première fois au Forum des jeunes du Comité économique et social des Nations Unies, au siège de l'ONU à New-York (janvier 2018). Même s'il s'agit d'un engagement stratégique pour la délégation ACP YPN au niveau des Nations Unies, d'une façon plus générale, la jeunesse ACP était sous-représentée et, par conséquent, tous les débats sur la jeunesse et l'agriculture manquaient d'un point de vue expert en provenance des régions. Pour garantir une évolutivité et une incidence réelle, il faut que les responsables politiques et les chefs d'entreprise fassent activement participer les jeunes entrepreneurs, afin de soulager des marchés du travail saturés et d'offrir des opportunités aux « jeunes inactifs » (voir les profils de certains agri-ambassadeurs présentés dans cette édition) ; comme l'ont fait le COLEACP et l'ACP YPN, cela demande de faire participer activement les jeunes aux consultations, afin de favoriser des prises de décisions de meilleure qualité et plus durables, dans les contextes urbains et ruraux ; enfin, les jeunes doivent être reconnus comme les experts qu'ils sont et être habilités à faire partie d'un système qui se nourrit de synergies et non de cloisonnements. Faisons bouger les lignes : « Investir dans la jeunesse pour un avenir durable » et « Investir dans les jeunes pour exploiter le dividende démographique » sont une première étape, mais **le partenariat stratégique est celui AVEC la jeunesse — c'est un investissement durable, pour un avenir durable.**

Par Yentyl Williams
Fondatrice et Directrice d'ACP YPN

FAUX CARPOCAPSE

En juillet 2017, la Commission Européenne a publié la directive d'application 2017/1279, qui exigeait des mesures supplémentaires en matière de contrôle de quatre nouveaux organismes de quarantaine dont le Faux carpocapse (False Colding Moth-FCM ou *Thaumatomybia Leucotreta*). >> **Page 12**



ACCÈS AU MARCHÉ : ANTICIPER L'IMPACT DE LA NOUVELLE RÉGLEMENTATION EUROPÉENNE CONCERNANT LA PROTECTION DES VÉGÉTAUX

Le 13 décembre 2016 a été introduit le nouveau règlement sur la santé des végétaux de l'UE (règlement (UE) 2016/2031). Il constitue une révision majeure de la législation phytosanitaire de l'Union européenne qui était en vigueur depuis 1977. Le règlement abroge et remplace les sept directives existantes du Conseil sur les organismes nuisibles. Il deviendra pleinement applicable le 13 décembre 2019. D'ici là, une série d'actes délégués et d'actes d'exécution vont être adoptés, et les autorités compétentes ainsi que les opérateurs doivent s'adapter aux règles prévues par la nouvelle législation.

L'un des principaux changements que suppose le nouveau règlement est qu'il traite de tous les ravageurs (de quarantaine et non-quarantaine) qui seront répertoriés après l'évaluation des risques. Cela comprendra les ravageurs dits prioritaires, à savoir les organismes de quarantaine de l'Union qui ont potentiellement l'impact le plus grave pour l'UE. Ceux-ci seront soumis à des mesures renforcées, y compris des enquêtes, des plans d'éradication et des plans d'urgence. Une liste des organismes nuisibles prioritaires sera adoptée par un acte délégué au moment où le nouveau règlement sera pleinement appliqué en 2019.

Le règlement introduit également des mesures spécifiques concernant les importations et les mouvements au sein de l'UE de certains produits à haut risque. Il s'agit ici d'un nouveau niveau de précaution. Les annexes III et IV de la directive 2000/29 liées aux règles actuelles resteront valides et une liste

supplémentaire des plantes ou des produits végétaux à haut risque sera adoptée.

Enfin, le nouveau règlement prévoit des changements importants en ce qui concerne les exigences relatives aux certificats phytosanitaires, à l'enregistrement des opérateurs professionnels, à la traçabilité des produits de base, aux passeports des plantes (matériel de plantation), à l'exportation, à la réexportation et aux certificats de pré-exportation.

Bien que l'importation de la plupart des plantes et des produits végétaux en provenance de pays tiers soit en principe autorisée, en vertu de la nouvelle réglementation, ils seront assujettis à des conditions plus strictes qui peuvent avoir des répercussions importantes sur le commerce. Les principales préoccupations sont actuellement l'introduction de la réglementation elle-même, l'exigence de certificats phytosanitaires et la liste des produits à haut risque.

D'ici l'entrée en vigueur du nouveau Règlement sur la santé des végétaux de l'UE le 13 décembre 2019, le COLEACP (via le programme FFM) collabore étroitement avec les représentants ACP au Comité SPS, les autorités compétentes des pays ACP ainsi que les représentants de l'industrie pour éviter toute perte ou rupture dans le commerce, ce qui aurait un impact négatif sur le développement de leurs entreprises et de leur pays.

Par exemple en novembre dernier, le COLEACP organisait un séminaire en Ouganda avec le soutien du Directeur du département Ressources végétales du Ministère de

l'agriculture, de l'élevage et des pêches (MAAIF). Les participants sont venus du MAAIF, du Ministère du commerce, de l'industrie et des coopératives (MTIC), du Bureau national ougandais des normes (UNBS), du Ministère de l'Intérieur (MIA), de la délégation de l'UE, de l'ambassade royale des Pays-Bas (EKN) et du secteur privé.



Faux carpocapse

En juillet 2017, la Commission Européenne a publié la directive d'application 2017/1279, qui exigeait des mesures supplémentaires en matière de contrôle de quatre nouveaux organismes de quarantaine dont le Faux carpocapse (False Colding Moth-FCM ou *Thaumatotobia Leucotreta*).

Les pays d'Afrique et l'exportation de *Capsicum* (piments, poivrons) étaient ici concernés par cette mesure.

Les nouvelles règles s'appliquent désormais depuis le 1er janvier 2018.

Les autorités compétentes des pays d'Afrique ont dû ainsi :

- Recueillir des données sur les organismes nuisibles pour démontrer l'efficacité des méthodes de lutte utilisées par les producteurs ;
- Compiler un dossier sur les méthodes utilisées et des données sur leur efficacité, et le soumettre aux autorités de l'UE avant le 1er janvier 2018 ;
- Informer les producteurs et les exportateurs de *Capsicum* des changements réglementaires. Il est extrêmement important qu'ils soient au courant de la nouvelle directive afin qu'ils puissent prendre des mesures appropriées et des décisions *ad hoc* en matière de plans de production, politique commerciale et d'investissements.

L'exemple du Faux Carpocapse illustre l'importance que chaque pays ACP dispose rapidement d'une capacité nationale leur permettant de répondre, non seulement aux enjeux de la nouvelle réglementation européenne à venir en matière phytosanitaire, mais également au renforcement actuel des règles en vigueur.

La directive spécifie qu'est concerné le *Capsicum* exporté vers l'UE depuis l'Afrique, le Cap-Vert, Madagascar, La Réunion et Maurice. On sait que le Faux Carpocapse est présent dans ces pays et qu'il y a eu à l'entrée sur le marché européen un nombre historiquement élevé d'in-

terceptions sur le piment en provenance de ces régions.

Depuis le 1er janvier 2018, les producteurs de ce pays ne peuvent exporter le *Capsicum* vers l'UE que s'il est traité par le froid (ou via un autre traitement efficace). Ce qui doit garantir qu'il est exempt de Faux carpocapse ou qu'il provient d'une zone de pays ou lieu de production désigné comme libre de Faux Carpocapse. Cette désignation ne peut être délivrée que par un Office Nationale de la Protection des Végétaux (ONPV) et selon les normes internationales. De plus, les sites de production doivent faire l'objet d'inspections officielles pendant la saison de production afin de confirmer le statut de non contamination du site par le parasite.

Les traitements décrits ont été évalués par un comité d'experts de l'UE ; s'ils acceptent les traitements comme efficaces, les exportations peuvent continuer. Toutefois, s'ils refusent les traitements appliqués, ou s'ils ne recevaient



pas le dossier avant le 1er janvier, les importations de Capsicum en provenance des pays concernés seraient rejetées.

Aucune directive n'a été fournie par les autorités européennes sur les traitements susceptibles d'être acceptables. Les traitements à froid sont mentionnés dans la directive ; Il s'agit d'une méthode utilisée sur les agrumes, mais peu d'informations sont disponibles sur son aptitude à l'utilisation sur Capsicum, en particulier son impact sur la qualité et la durée de conservation.

Le COLEACP organise actuellement des essais pour mesurer cela. Certains pays cultivent le Capsicum sous des filets, pour créer une barrière excluant le Faux Carpocapse de la culture. Les ONPV de ces pays doivent collecter des données sur les organismes nuisibles (conformément aux directives de la CIPV <https://www.ippc.int/fr/>) afin de prouver aux autorités de l'UE que cette méthode est efficace.



UN NOUVEL OUTIL MIS AU POINT PAR LE COLEACP POUR MESURER LA DURABILITÉ DES PMEs

Troisième pilier du programme Fit For Market (FFM)¹, avec la formation et la charte durabilité, l'outil d'auto-évaluation du COLEACP est un système permettant d'améliorer en continu la compétitivité d'entreprises productrices et exportatrices de produits issus de l'agriculture.

La formation (ou renforcement des capacités des opérateurs) dans le cadre du programme FFM soutient les bonnes pratiques en matière de production et de commerce durables. Elle a été conçue d'après la Charte durabilité du COLEACP qui comprend un ensemble de principes visant à aider les opérateurs à se conformer aux réglementations et normes en vigueur, à pouvoir répondre aux demandes des acheteurs, à être compétitifs et à mettre en œuvre de bonnes pratiques sociales et environnementales. Elle est accompagnée d'un outil d'auto-évaluation qui encourage l'amélioration continue en fournissant aux opérateurs un cadre pour suivre leurs progrès dans le temps et en rendre compte. À plus long terme, l'objectif est également de les aider à aligner leur exploitation sur les normes de l'industrie et à faire part de leurs progrès aux clients. L'outil d'auto-évaluation est aussi utilisé comme outil de planification et d'évaluation interne afin que le COLEACP puisse évaluer et suivre le statut des bénéficiaires. Chaque bénéficiaire ayant introduit une demande d'intervention dans le cadre du programme FFM faisant l'objet d'une première évaluation ; cela permet d'identifier les domaines dans lesquels l'appui sera le plus bénéfique et d'orienter le plan d'action.

Les évaluations effectuées chaque année suivent les progrès accomplis et une évaluation finale à la fin du programme FFM permettra de mesurer l'impact global.

La première version de l'outil d'auto-évaluation a été développée et testée entre mai 2016 et juin 2017. Il a été revu à plusieurs reprises à la suite de consulta-



tions et d'essais pilotes avec des parties prenantes clés, notamment des producteurs et des exportateurs du Kenya, du Ghana, de l'Éthiopie et de Madagascar. Après chaque cycle de consultations, les commentaires ont été pris en compte et le contenu a été mis à jour en conséquence.

L'outil d'auto-évaluation comprend les éléments suivants :

- Une liste de contrôle (série de questions) concernant les pratiques sociales, environnementales et commerciales ;
- Des mesures (objectives) pour calculer les principaux indicateurs de performance, notamment le bénéfice, le rendement, l'efficacité énergétique, l'efficacité hydrique, le maintien des effectifs et la santé des sols ;
- Des orientations pour expliquer les questions et la manière de les aborder.

¹ Fit For Market est un programme géré par le COLEACP, financé par l'Union européenne et l'Agence Française de Développement. L'objectif de ce programme est, sur une période de 5 ans (2016-2021), de permettre aux petits exploitants, groupements de producteurs, organisations paysannes, et petites et moyennes entreprises des Etats ACP, d'accéder aux marchés internationaux et nationaux de fruits et légumes en se conformant aux questions SPS et aux exigences du marché, dans un cadre durable.



LE SYSTÈME D'AUTO-ÉVALUATION (SAE) COMMENT ÇA MARCHE ?

Le SAE est constitué de
deux parties :

1

Le questionnaire : un ensemble de questions sur les pratiques sociales, environnementales et commerciales, basées sur la Charte de durabilité du COLEACP.

2

Les indicateurs : mesures des indicateurs de durabilité (suivant la charte COLEACP).

Des discussions sont en cours avec le Centre du Commerce International (CCI) de l'ONU et l'OMC afin d'héberger l'outil d'auto-évaluation du COLEACP au sein de la plateforme du commerce pour un développement durable du CCI. Cela implique la création d'un système et d'une interface hébergés à l'extérieur, qui soient faciles à utiliser et compatibles avec les principales normes industrielles en vigueur.

ACCÈS AU FINANCEMENT POUR LES PMEs DU SECTEUR HORTICOLE : QUAND L'OFFRE RENCONTRE LA DEMANDE...

Ne pas avoir accès aux financements ou bien à des conditions prohibitives constitue un frein au développement des entreprises de type TPE ou PME, en Afrique Sub-Saharienne notamment.

Or ces entreprises ont des besoins en :

- Trésorerie pour amorcer leurs campagnes de production et de commercialisation ou pour couvrir leur fonds de roulement (dette court terme) ;
- Investissement lié à l'achat d'équipements (dette moyen à long terme pour obtention de chaîne de conditionnement, ligne de transformation, hangars réfrigérés ou véhicules de transport) ;
- Capital dans le cadre d'un développement de l'entreprise (plus rare).

Trop souvent, les organismes financiers ne répondent que partiellement aux besoins court terme tels que les avances sur campagne (permettant les achats de produits et de leurs conditionnements), ce qui fait que les PME perdent des occasions de ventes pourtant durement conquises. Paradoxe économique : faute de trésorerie, l'entreprise doit revoir ses prévisions de commercialisation à la baisse alors que la demande et la commande sont bien là.

Les banques invoquent généralement l'insuffisance de garantie (absence de terrain, d'immobilisation, de comptes certifiés). Le fait d'avoir un contrat de vente n'est pas suffisant.

Pour les crédits long terme, elles invoquent aussi l'absence récurrente de business plan.

Il existe par ailleurs une offre financière de plus en plus large sur le plan international et local : banques commerciales, projets locaux, services de garanties de prêt ou de facilitation pour accéder aux prêts.... Mais seuls 5% des crédits bancaires en Afrique subsaharienne vont à l'agriculture. Les banques financent certaines agro-industries, les négociants, mais trop peu la production agricole.

Beaucoup d'offres de banques locales, de fonds d'investissement de capital investissement ou ne sont en fait pas connues des entreprises. De même pour les dispositifs de garantie.

Face à ce double constat, le COLEACP s'est engagé dans un processus fondé d'une part, sur la mise en relation de la demande (TPEs, PME) et l'offre (organismes financiers adaptés aux projets des PME) et d'autre part, sur la préparation des TPEs et PME à formuler leurs besoins financiers et à les garantir.

Ceci a d'autant plus de sens dans la filière fruits et légumes où la demande est en hausse quel que soit le marché destinataire et où les projets de transformation artisanale ou industrielle se multiplient.

Pour cela, le COLEACP agit sur trois fronts :

- Constitution d'une base de données d'organismes financiers par pays, adaptés aux réalités et besoins du secteur ;
- Promotion des PME auprès des organismes financiers visés ;
- Formation de cadres dirigeants au business plan et en particulier à la présentation de comptes d'exploitation prévisionnels.

Reste la question de la garantie. Même si les entreprises disposent ou disposeront d'une meilleure crédibilité auprès des banques, grâce à un appui de type COLEACP, les immobilisations trop rarement disponibles (problème d'accès foncier) ne peuvent être utilisées comme garanties. De plus les fruits et légumes étant périssables, il est difficile pour une banque de se garantir sur le stock.

Des pistes de fonds de garantie, impliquant des bailleurs publics ou privés sont à l'étude.



Family Bank

Bank
TION



JEUNES



Le COLEACP soutient la jeunesse, notamment pour qu'elle se fasse entendre et influence les décisions qui conditionneront leur monde de demain. Loin de l'effet de mode, et plus comme un élément de méthodologie, le COLEACP base le développement de ses programmes de formation sur le fossé constaté en Afrique, comme en Europe d'ailleurs, entre les besoins des entreprises et les compétences réellement disponibles sur le marché de l'emploi.

ENTRETIENS AVEC KHADIJA, CALVIN ET CAROLINE, TROIS JEUNES ANCRÉS DANS L'AVENIR DE L'AGRICULTURE SUB-SAHARIENNE



Khadija Niang est une jeune agronome dynamique issue d'une famille sénégalaise de neuf enfants. Elle est la première de sa famille à avoir suivi des études supérieures. Elle aspire à avoir son propre business. Elle a démontré déjà dans une première expérience en production maraîchère une grande capacité de dirigeante puisqu'elle a géré jusqu'à 1000 ouvriers en pleine saison. Elle a également fondé une association « Globevert » dont l'objet est d'accompagner des jeunes professionnels du secteur agricole qui souhaitent se former comme conseillers en production. Elle est actuellement de nouveau étudiante mais en Europe pour pouvoir ensuite revenir au Sénégal et avoir accès à la fonction et au métier qu'elle vise. À peine arrivée à Bruxelles, Khadija prenait la parole avec succès au parlement européen pour appeler les députés à contribuer à la création d'une nouvelle génération d'agronomes capable de transformer l'agriculture africaine. Et de le faire en Afrique avec des universités et des institutions africaines.

Horizons : Quelle est votre activité actuelle et vos projets dans le secteur agricole ?

Khadija : Je suis entrepreneure dans le secteur des produits maraîchers. Actuellement je suis en formation à la faculté de Gembloux de l'Université de Liège en Belgique.

Pourquoi êtes-vous attiré(e) par l'agriculture ?

Mon attirance par ce secteur est avant tout liée à mes origines car dans mon pays le défi principal est la nourriture, comme partout en Afrique en général. On ne peut pas parler d'émergence ou de développement sans pour autant passer par l'agriculture. L'Afrique a toujours faim et il faut régler ce problème pour pouvoir la sortir de la pauvreté.

Quels sont les principaux obstacles que vous avez rencontrés dans le cadre de la mise en œuvre de vos projets ?

Le problème majeur rencontré dans le cadre de la mise en œuvre de mes projets est surtout lié à un manque de fonds. En plus étant jeune il est difficile de trouver des investisseurs ou bailleurs qui te font confiance.

De quoi avez-vous besoin prioritairement pour passer les prochaines étapes de votre projet ?

De financement pour mécaniser l'exploitation et l'unité de transformation.

D'une formation solide de qualité et nécessairement d'un accompagnement financier.

HORIZONS JEUNES

Une des forces de l'Afrique c'est celle de sa jeunesse. Comment selon vous rendre l'agriculture plus attractive à leurs yeux (métiers, formations, communications...)?

Pour rendre l'agriculture plus attractive aux jeunes il faut :

- Montrer une autre image de l'agriculteur, responsable et respectueux, faire de l'agriculture un vrai métier ;
- Revaloriser le statut des jeunes professionnels de l'agriculture en passant par une meilleure formation ;
- Initier les jeunes à l'agronomie depuis le bas âge ; pourquoi pas des jardins champs écoles ?...

Où vous-même vous êtes-vous formée ? Pourquoi ?

Je me suis formée au Sénégal à l'université de Dakar. Parce que c'est là où j'avais accès.

Pouvez-vous conclure sur une note d'espoir, un conseil, une recommandation?

En guise de conclusion je vais juste revenir sur l'aspect de la formation des jeunes, l'Afrique a sa jeunesse qui est sa source d'espoir pour aujourd'hui et demain. Mais si celle-ci n'est pas formée en qualité d'autres viendront encore diriger l'Afrique à leur place. Car l'avenir du monde se joue désormais en Afrique. Il faut préparer ses futurs dirigeants pour qu'ils puissent être à la hauteur de conduire eux-mêmes l'Afrique.

Encore une fois, il faut miser sur la formation des jeunes, l'agriculture est plus que jamais une science qui doit être maîtrisée pour le bien de tous.



Calvin Picker

Calvin Picker est directeur général de Africa Bio, une société de production et d'exportation de fruits et légumes basée au Cameroun.

Calvin travaille depuis 8 ans au développement d'une agriculture biologique et durable. Il gère une entreprise familiale. Il rappelle souvent que ce n'est pas facile, en particulier au Cameroun et dans le bio, mais cela donne pour lui d'autant plus de valeur à son engagement en faveur de l'environnement et des hommes et femmes avec lesquels il travaille. Il a en charge 35 hectares. Conserver la main d'œuvre pour s'en occuper est selon Calvin un des enjeux les plus difficiles auxquels il doit faire face. L'agriculture, c'est dur en zone tropicale et les jeunes préfèrent souvent des jobs mieux payés en ville, souligne-t-il.

Horizons : Quelle est votre activité actuelle et vos projets dans le secteur agricole ?

Calvin : Mon activité est la production, la transformation et la commercialisation de fruits tropicaux de l'Agriculture Biologique.

Pourquoi êtes-vous attiré(e) par l'agriculture ?

Je pense que c'est un emploi sain, diversifié et gratifiant qui permet de travailler en contact avec la Nature.

Quels sont les principaux obstacles que vous avez rencontrés dans le cadre de la mise en œuvre de vos projets ?

Le principal obstacle est l'accès au financement. En Afrique Centrale il est très difficile pour une petite entreprise agricole d'obtenir du financement pour développer ses activités. Le second obstacle est la ressource humaine, difficile à gérer.

De quoi avez-vous besoin prioritairement pour passer les prochaines étapes de votre projet ?

De financement pour mécaniser l'exploitation et l'unité de transformation.

Une des forces de l'Afrique c'est celle de sa jeunesse. Comment selon vous rendre l'agriculture plus attractive à leurs yeux (métiers, formations, communications...)?

L'agriculture en Afrique apparaît aux jeunes comme un métier difficile qui permet à peine de survivre, ce qui est le cas de la plupart des exploitations familiales, qui travaillent sur de petites surfaces, sans financement et sans outils. Si les jeunes africains entrevoient de véritables opportunités professionnelles dans le secteur agricole, avec des possibilités de développement économique et personnel, alors ils se tourneront vers ce secteur. Un changement de mentalités ainsi qu'une volonté politique forte sont nécessaires pour montrer aux jeunes africains que l'agriculture peut leur proposer de belles perspectives.

Où vous-même vous êtes-vous formé ? Pourquoi ?

Je me suis formé tout d'abord sur le terrain. Après près de 10 ans d'apprentissage sur le terrain j'ai obtenu un diplôme en Agriculture Biologique de l'université de Clermont-Ferrand, en France.

Pouvez-vous conclure sur une note d'espoir, un conseil, une recommandation?

Tous les pays industrialisés se sont développés d'abord par l'agriculture et le secteur agro-alimentaire. Les pays africains et la jeunesse africaine ne doivent rien inventer mais regarder ce qui s'est fait ailleurs, dupliquer les expériences positives et éviter les expériences négatives. Le développement économique de l'Afrique passe indiscutablement par le développement du secteur agricole et agro-industriel. Donc il faut maintenant mettre tous nos efforts dans ce sens.



Caroline Kawira est une agronome formée à l'Université de Nairobi (Faculté d'agriculture) et à l'Université de Gand (Belgique). Elle travaille avec des petits producteurs dans des villages ruraux au Kenya. Elle cultive du maïs et des haricots. Sa principale difficulté qui l'empêche de développer le potentiel de production est le manque d'eau et d'irrigation. Caroline est membre de UNYA Kenya Youth forum. Elle est aussi impliquée auprès de l'UNESCO Youth forum. Par ces activités associatives, Caroline est engagée dans de nombreuses initiatives bénévoles au service de l'implication des jeunes dans le développement durable de l'agriculture kényane. Caroline est Experte nationale de l'ACP YPN au Kenya.

Horizons : Quelle est votre activité actuelle et vos projets dans le secteur agricole ?

Caroline : Actuellement, je me consacre principalement à la production de céréales. Je dépends de l'agriculture pluviale, mon activité n'est donc pas aussi productive que je le voudrais. Je fais aussi des recherches en agriculture. Récemment, avec le groupe de recherche au sein duquel j'ai fait mon master, nous avons visité un nouveau projet fonctionnant avec des coopératives dans la chaîne de valeur des produits laitiers, dans l'ouest du Kenya. Nous avons eu la chance de visiter le projet avec d'autres chercheurs et de l'analyser en vue d'améliorations futures, puisqu'il va fonctionner encore huit ans environ.

Pourquoi êtes-vous attiré(e) par l'agriculture ?

Je suis attirée par l'agriculture parce que j'ai grandi dans une famille de fermiers et que j'apprécie cette activité depuis que je suis petite. En tant que nutritionniste, je suis aussi attirée par l'agriculture parce que je suis convaincue que cela nous offre un moyen durable de prendre en main les problèmes relatifs à la nourriture que nous avons ici, au Kenya et dans la plupart des pays du Sud. En tant qu'entrepreneur, je suis attirée par l'agriculture en raison de son potentiel. Tout le monde mange, donc tout le monde peut être mon client. Grâce à ma formation de scientifique spécialisée dans l'alimentation et à mon expérience commerciale, je sais que si j'avais assez de terre pour produire et

apporter une valeur ajoutée, non seulement je gagnerais de l'argent, mais en plus je créerais des emplois et j'améliorerais le niveau de vie de ma communauté.

Quels sont les principaux obstacles que vous avez rencontrés dans le cadre de la mise en œuvre de vos projets ?

L'imprévisibilité de la pluie est le plus gros défi, parce que je fais de l'agriculture pluviale. Les prix peu élevés des céréales comme le maïs sont également décourageants. Il manque des terres cultivables avec de l'eau pour irriguer. Un autre défi important, lié aux prix, est l'existence de trop nombreux intermédiaires et le manque de contrats entre les entreprises de transformation et les paysans, ce qui garantirait de meilleurs prix.

De quoi avez-vous besoin prioritairement pour passer les prochaines étapes de votre projet ?

Ma principale priorité maintenant est d'avoir accès à des terres plus vastes, avec de l'eau pour l'irrigation. Je pourrais développer mon activité si j'avais des financements pour acheter des parcelles conséquentes. Quand quelqu'un possède un terrain, il peut faire des investissements à long terme sur cette terre, contrairement à quelqu'un qui loue. Il est aussi possible de l'utiliser comme garantie pour développer encore plus son entreprise agricole.

Une des forces de l'Afrique c'est celle de sa jeunesse. Comment selon vous rendre l'agriculture plus attractive à leurs yeux (métiers, formations, communications...)?

Si les jeunes avaient la possibilité de pratiquer l'agriculture, ils trouveraient certainement cela intéressant. Par avoir la possibilité, je veux dire bénéficier d'incitations financières pour qu'ils puissent se lancer dans l'agriculture. Souvenez-vous que la plupart de nos jeunes n'ont pas de capital. Un autre moyen de motiver la jeunesse est de mettre à disposition des terres sur lesquelles l'agriculture puisse être pratiquée. Au Kenya, quelques personnes très riches possèdent de grandes étendues de terre, qui sont pour la plupart inutilisées. Nos gouvernements devraient les obliger à les louer à des prix abordables pour une durée convenable à ces jeunes, afin qu'ils s'occupent de créer leur lieu de vie et d'améliorer la production agricole du pays. Je pense

aussi que tous les ministères et organismes publics qui prennent des décisions au sujet de l'implication des jeunes dans l'agriculture devraient permettre aux jeunes d'être présents. Il ne devrait pas toujours s'agir des mêmes jeunes qui sont dans toutes les réunions et qui jouent le rôle de tampon entre ce qui est dit par les personnes influentes, souvent plus âgées ou, si elles ne le sont pas, non directement concernées par les problèmes abordés. Il doit s'agir de jeunes issus de la base, qui comprennent et sont touchés par les problèmes dont il est question.

Où vous-même vous êtes-vous formée ? Pourquoi ?

Pour ma licence en sciences et technologies de l'alimentation, j'étais à l'université de Nairobi et pour mon master en nutrition et développement rural, à l'université de Gand. J'ai choisi de faire cette licence parce que j'aimais la chimie et je savais que j'en ferais beaucoup dans ce cursus. J'ai choisi ce master parce que je suis tombée amoureuse des sciences de l'alimentation et de toute la chaîne de valeur de l'agriculture. J'ai pensé que la combinaison d'un diplôme en transformation alimentaire et d'un diplôme en nutrition et développement rural me placerait en position d'aider ma collectivité à être non seulement en meilleure santé, mais aussi plus prospère et plus heureuse. Je m'imaginai une vie harmonieuse et me voyais devenir entrepreneur puisque le secteur agricole joue un grand rôle dans le PIB de mon pays, le Kenya.

Pouvez-vous conclure sur une note d'espoir, un conseil, une recommandation ?

C'est une période particulièrement intéressante pour les domaines de l'agriculture et de la nutrition, parce que les gens se sentent aujourd'hui plus que jamais concernés par ce qu'ils mangent. De plus, ici au Kenya et en Afrique en général, nous réalisons qu'un secteur agricole solide nous aidera à résoudre beaucoup de nos problèmes et nous permettra d'atteindre les ODD. C'est le secteur qui nous permettra de ne laisser personne au bord du chemin. Je dois dire toutefois que, dans le secteur de l'agriculture, nous devons étudier le rôle que la technologie va jouer dans notre domaine et nous y préparer. Une grosse vague technologique arrive, et ceux qui ne sont pas préparés ou ne veulent pas l'être, seront dépassés.



PAROLES AUX JEUNES DU COLEACP

Cinq d'entre eux s'expriment pour Horizons sur l'une des cinq valeurs du COLEACP



Wester Schepers, Laura Wauters, Margaux Muyle, Tracy Mc Gee, Marie-Hélène Delhove

L'ENGAGEMENT « Pour s'épanouir dans son travail, il est primordial de s'y engager. Être motivée ne suffit pas. Tout comme pour le moteur d'une voiture, si la motivation est l'étincelle qui le fait démarrer, l'engagement est le carburant qui fait avancer cette voiture et tenir la distance. Tout comme une entreprise est engagée dans son projet, l'équipe du COLEACP est engagée dans l'appui proposé. Et même si notre approche reste flexible, car chaque projet comporte ses particularités, nous n'avons qu'un objectif : que nos actions permettent à l'entreprise de se rapprocher toujours plus près de son objectif. Nous ne sommes pas qu'une étincelle qui fait démarrer le projet d'une entreprise, nous sommes une partie du carburant qui lui permet de le réaliser ! Cela me fait penser à une expérience récente.... En juin 2017, l'entreprise GHE (the gambian horticultural entreprise) a sollicité l'appui du COLEACP pour un audit SMETA. Bien que déjà engagé dans une démarche de production éthique et durable, M. Ceesay avait besoin d'aller plus loin pour satisfaire aux exigences d'un de ses clients. Cependant il ne savait pas par où commencer. Suite à un diagnostic, le COLEACP a renforcé les capacités de son staff technique pendant que M. Ceesay réalisait les investissements nécessaires. Chacun a mis un peu de carburant pour faire avancer le projet. M. Ceesay sera audité en juillet 2018. Nous espérons que ce sera un succès pour lui ! »

*Laura Wauters
Ingénieure agronome
Chargée de projet au COLEACP*

« L'approche unique du COLEACP est ce qui m'a incité à travailler pour l'association – Je suis donc très heureux de pouvoir la mettre

LA DIFFÉRENCE

en pratique chaque jour. En tant que chargé de projet, j'organise des formations et j'apporte une assistance technique aux sociétés d'exportation et aux consultants. Même si les bénéficiaires présentent des points communs, nous accordons beaucoup d'attention à la personnalisation de notre soutien à chaque société ou consultant. Nous les encourageons à faire preuve de créativité et à travailler sur de nouveaux types de soutien. Ensemble, nous imaginons de nouvelles approches qui renforcent leur résistance et leur permettent d'exceller. La richesse de nos interventions vient aussi du fait que nous réunissons des sociétés et des experts venus de régions géographiques diverses : cela se transforme rapidement en un intéressant mélange d'expériences positives et de bonnes pratiques. Je suis convaincue que c'est l'un des atouts du COLEACP : nous interagissons au niveau individuel, mais en tant qu'équipe, nous appliquons des programmes sur mesure à l'échelle globale et, ainsi, nous parvenons à faire la différence avec nos partenaires. »

*Wester Schepers
Économiste agricole
Chargé de projet au COLEACP*

LA PERFORMANCE

« Organiser des formations collectives qui permettent d'améliorer la performance des entreprises bénéficiaires, mais aussi

celle des formateurs, et faire moi-même preuve de performance dans l'organisation des formations : voilà qui résume bien mon travail quotidien au COLEACP.

Cet aspect transparait notamment dans les communications qui sont faites aux entreprises bénéficiaires et aux formateurs, car afin d'assurer le bon déroulement des formations et d'atteindre des résultats tangibles pour les entreprises, il est indispensable de communiquer de façon efficace et professionnelle. »

*Marie-Hélène Delhove
Ingénieure agronome
Chargée de projet au COLEACP*

« De nos jours, avec les crises politiques, les crises migratoires et les guerres civiles, l'humanité est au cœur de toutes les discussions mais souvent exclue

L'HUMANITÉ

du domaine commercial, où le profit prime. Or le développement social et économique, notamment des pays ACP, passera par ce fameux « commerce ». Au COLEACP, nous aidons les entreprises à se conformer sur ce marché commercial, que ce soit local ou international, dans le secteur des fruits et légumes mais tout en gardant l'humain au centre de tout. Nous écoutons les besoins et essayons d'y répondre autant que possible. Nous sommes en contact permanent avec nos bénéficiaires. En maintenant et en entretenant ces bonnes relations, en gardant cet aspect HUMAIN au centre de toutes nos activités, c'est de cette manière que nous garantissons l'efficacité et la pertinence de notre action et du programme Fit For Market.

Plus personnellement, ce contact humain, via notre disponibilité, notre réactivité et les rencontres lors des missions dans les pays bénéficiaires, est aussi bénéfique pour mon travail et son efficacité que pour moi. S'ouvrir à de nouvelles personnes, s'ouvrir à de cultures différentes, comprendre des besoins ou des problèmes qui ne correspondent pas à notre mode de vie européen, tout cela est crucial dans le travail que je fais au COLEACP. Je résume le travail que nous faisons comme ceci : « expliquez-nous vos problèmes, vos besoins et nous allons faire notre maximum pour vous aider et être à vos côtés ». C'est pour moi la définition-même de l'humanité et c'est ce qui rend l'humanité belle, malgré tout. Cela rend ce travail humain et redonne à « mon » humanité toute ses couleurs. »

*Margaux Muyle
Ingénieure agronome
Chargée de projet au COLEACP*

L'AMÉLIORATION CONTINUE

« L'amélioration continue est l'une des valeurs essentielles et l'un des

principaux objectifs du COLEACP. Je suis engagée aux côtés de l'association COLEACP dont la mission consiste à soutenir les intérêts de l'UE et des pays ACP. J'aligne donc en permanence mon propre comportement sur les besoins de ces organisations et leurs valeurs intrinsèques, en agissant avec intégrité, de façon à promouvoir la mission du COLEACP en faveur du commerce et de l'agriculture durables, mais aussi pour permettre aux populations des pays ACP de gagner en autonomie en accédant aux connexions et au soutien dont elles ont simplement besoin pour développer des entreprises indépendantes et fructueuses. L'amélioration continue n'est pas qu'une affaire de terrain, elle commence dans les bureaux du COLEACP eux-mêmes, où chacun a à cœur de faire de son mieux, dans un environnement respectueux et stimulant. Ainsi, je garde toujours un œil sur les performances et m'efforce de les améliorer, de faire preuve de dynamisme et de détermination afin que nous puissions atteindre nos objectifs à court et long termes. C'est ce que signifie pour moi l'amélioration continue au sein du COLEACP. »

*Tracy Mc Gee,
Graphiste
Chargée de projet au COLEACP*

CHARTE DE BERLIN

Document cadre du G20, rédigée en avril 2017 par un comité consultatif composé d'experts du développement rural, de la société civile et du secteur privé, la charte de Berlin repose sur la vision commune d'une responsabilité partagée par les pays et les sociétés pour un développement mondial durable, comme défini dans les Objectifs de développement durable (ODD) de l'Agenda 2030 pour le développement durable.

Ce que la Charte dit aux jeunes :

« Il incombe aux jeunes, acteurs du changement, un rôle essentiel à jouer dans l'atteinte des ODD. Leur grand potentiel peut améliorer l'étendue, la stabilité et l'impact des innovations pour le développement du milieu rural. Afin de libérer le potentiel des jeunes, il est nécessaire de reconnaître leurs droits et besoins différents. Les jeunes vivant dans des zones rurales souvent négligées ont besoin tant d'être reliés aux opportunités offertes par l'innovation et la numérisation, que de disposer d'opportunités d'emplois. »



FORMATION

CHARTRE DE BERLIN : ENSEIGNEMENT, COMPÉTENCES ET AGRICULTURE

1. Les systèmes ruraux d'enseignement, de formation professionnelle et d'apprentissage doivent motiver les jeunes, encourager leur potentiel de moteurs du changement et leur donner les moyens de négocier et de défendre leurs droits. Ils doivent particulièrement aborder l'égalité d'accès et les aspirations des filles et des jeunes femmes qui continuent d'être désavantagées au niveau de l'accès, notamment en milieu rural.
2. Les compétences et l'enseignement des jeunes en milieu rural doivent correspondre aux attentes du marché du travail au fur et à mesure de la croissance et du développement de l'économie, y compris les types de compétences requises pour étendre les chaînes de valeur ajoutée et retenir une forte valeur ajoutée dans l'économie rurale.
3. L'enseignement et la formation professionnelle liée à l'agriculture et au système alimentaire doivent s'étendre et être adaptés aux conditions locales. Il est nécessaire de disposer d'une formation qui associe les compétences économiques et de gestion aux connaissances techniques afin de préparer les jeunes de manière durable à la modernisation des systèmes alimentaires et de l'agriculture.

De Berlin (La Charte) à Abidjan (Sommet des Chefs d'Etat), la formation ressort depuis un an dans toutes les bouches des jeunes et des moins jeunes, tant dans le secteur public que le privé, comme la solution pour que la jeunesse s'approprie et accélère le développement d'une agriculture durable, en Afrique et ailleurs. À grande échelle, les programmes ambitieux de la Banque Africaine du Développement sont des illustres exemples de l'enjeu que représente la formation aujourd'hui dans le contexte économique et social de l'Afrique Sub-saharienne.

À l'échelle d'une filière comme celle des fruits et légumes dans les Etats d'Afrique, (et des Caraïbes et du Pacifique), la formation du COLEACP est un dispositif qui, fondé sur les besoins des professionnels, permet de proposer des programmes et des outils adaptés à la réalité des PME du secteur, source de nombreux emplois en particulier pour les jeunes et les femmes.

PRÉPARER LES OPÉRATEURS AUX ÉVOLUTIONS RAPIDES DU SECTEUR HORTICOLE

L'identification des besoins de formation est essentielle pour construire une démarche de formation cohérente et d'élaborer les programmes et le plan de formation adaptés aux enjeux d'une entreprise et aux besoins de ses ouvriers/employés/agents.

Pour définir au mieux la pertinence d'un projet de formation, l'analyse des besoins doit pouvoir se réaliser à l'intérieur d'un processus plus global d'analyse de la performance, c'est-à-dire approcher l'ensemble des facteurs responsables du manque de performance et s'inscrire dans une vision systémique d'amélioration des compétences.

L'analyse approfondie des besoins permet de dépasser la traditionnelle demande de formation, et de garantir le choix de la meilleure stratégie d'intervention : Quel type de formation ? Quelle méthode est la plus appropriée ? Quel niveau de compétence atteindre (débutant, intermédiaire, avancé ou expert) ?

Les objectifs du dispositif de formation du COLEACP sont ainsi multiples :

- Aider les opérateurs ACP à conserver leurs parts de marché et à profiter de marchés de niche qui offrent des opportunités commerciales intéressantes (ex : commerce équitable, première transformation, ...) et soutenir leur accès aux marchés locaux et régionaux ;
- Renforcer les capacités de l'environnement des entreprises. Les cadres et managers, mais aussi les experts locaux et les agents de services publics, doivent disposer des compétences et des outils nécessaires pour soutenir le projet d'amélioration de performance des entreprises ;
- Sensibiliser les opérateurs aux grands enjeux des marchés et aux principes de la durabilité, à l'importance des liens entre entreprises et petits producteurs (communauté d'intérêt) ;
- Satisfaire aux besoins spécifiques d'information et de compétences particulières des petits producteurs, pour éviter une diminution de leur capacité d'accès aux marchés d'exportation au profit des grandes structures ;
- Aider les opérateurs à situer les actions de formation dans le renforcement de capacité et l'amélioration de la performance des entreprises en abordant l'ensemble des thématiques proposées par le COLEACP (ex : environnement, gestion des déchets, lois sur le travail, responsabilité sociétale des entreprises, prévention et protection de la santé, agriculture durable, protection de la biodiversité, etc.) ;
- Préparer les opérateurs aux évolutions rapides dans le secteur horticole (intérêt de renforcer les liens entre petits producteurs et entreprises d'exportation, ou les liens entre entreprises et prestataires de service ; évolutions de la législation sanitaire et phytosanitaire ; évolutions en matière d'étiquetage et de traçabilité ; ...). Les opérateurs des pays ACP sont soumis à un effort constant d'adaptation de leurs techniques de production et de transformation, et doivent disposer de plus de capacités en termes de management, de communication, de gestion des démarches de mise en conformité.

DES ACTIVITÉS DE FORMATION ORIENTÉES PAR LES INFORMATIONS DU TERRAIN



Pour atteindre ces objectifs, le COLEACP adopte une démarche fondée sur les grands principes suivants

Des activités de formation orientées par les informations du terrain. Le COLEACP est très attentif à orienter ses activités de formation en fonction de la demande exprimée par les bénéficiaires, mais aussi à celle identifiée par son réseau d'experts. C'est parce que le COLEACP a choisi de travailler presque exclusivement avec des experts ACP, sélectionnés sur base de leur qualification, que l'offre de formation du programme peut être en permanence ajustée à la demande des bénéficiaires, car ils travaillent quotidiennement à leur contact. Cette demande, qui émane du terrain, dicte les grandes orientations du COLEACP dans le choix des thématiques à développer. Le COLEACP a également un rôle de sentinelle des entreprises. Il veille à régulièrement sensibiliser cadres et managers à des thématiques encore nouvelles, mais susceptibles de générer à terme des besoins de compétences dans leur organisation.

Améliorer les compétences de manière durable et en profondeur. Les actions de formation du COLEACP visent à renforcer durablement les compétences des apprenants. Pour atteindre cet objectif ambitieux, le COLEACP développe des parcours d'apprentissage au départ d'une analyse des besoins en compétences des entreprises, et se base sur un référentiel de compétences (technique ou comportemental) défini pour les différents métiers (référentiel partiellement existant à ce jour et à compléter). Ces parcours visent à améliorer en profondeur la connaissance des managers, des cadres et des experts, mais aussi à agir sur leur comportement: capacité à analyser un problème de management, capacité de réaction

face à une situation de crise dans l'entreprise, capacité à identifier les solutions potentielles en intégrant des contraintes de nature technique, économique, sociale, éthique ou réglementaire...

Combiner une formation collective et une offre spécifique. Le COLEACP organise des formations individuelles (renforcement de capacité pointu dans un domaine spécialisé), des formations spécifiques sur mesure au sein d'une seule structure, ou des formations collectives regroupant le personnel de plusieurs structures autour d'une thématique commune. Chaque bénéficiaire peut ainsi trouver une réponse adéquate à sa demande, et chaque structure peut bénéficier d'un appui personnalisé, au moment où le besoin se fait sentir et sous la forme qu'elle souhaite. Quand le COLEACP identifie une demande émergente d'un groupe de bénéficiaires, une formation collective peut être organisée et dupliquée ultérieurement.

Adapter la méthode et les outils de renforcement de capacité aux cibles considérées comme prioritaires en raison de leur impact sur la « supply chain ». Chaque groupe-cible est important pour le COLEACP car, directement ou indirectement, il joue un rôle sur la qualité et la sécurité des produits et il influence la performance des entreprises du secteur horticole d'exportation.

Le système de formation du COLEACP vise donc naturellement à améliorer durablement la gestion opérationnelle des entreprises, par le respect de l'enchaînement harmonieux des tâches (le respect des « Bonnes Pratiques »). Le COLEACP a adapté ses méthodes d'apprentissage et ses supports en fonction des niveaux de qualification et des besoins de chacune de ces cibles.

Le résultat final des activités de formation du COLEACP doit être plus que la somme des actions individuelles proposées à chaque bénéficiaire. Le COLEACP a voulu créer, au sein de son unité d'exécution, un véritable « dispositif de formation ». Il a été conçu comme un système de mise en cohérence des activités de formation. Il est animé par une équipe d'experts spécialisés dans la conception des actions de formation et dévolus à leur conduite. Au sein du COLEACP, la formation est considérée comme un service à part entière. Les actions de formation sont ainsi programmées en relation avec le besoin réel des bénéficiaires et directement liées aux actions d'assistance technique. Elles jouent pleinement le rôle le « levier » pour faciliter leur accès aux marchés. Le COLEACP assure ainsi cohérence et consistance entre le renforcement de certaines compétences et le projet du bénéficiaire, et évite la duplication inutile de certaines activités.

Intégrer les ressources locales, modéliser les approches, capitaliser les savoir-faire et les outils, collecter les retours d'expériences pour faire plus avec moins de moyens. Chaque entreprise étant différente, les demandes sont multiples et variées. L'existence au sein du COLEACP d'une Cellule de formation permet de capitaliser chaque développement, chaque expérience, chaque outil créé pour pouvoir reproduire plus aisément une action réussie. Des parcours standards de formation peuvent ainsi être maintes fois reproduits, rodés et améliorés pour aboutir à une offre de formation de très grande qualité, avec des objectifs bien identifiés et des résultats garantis par une solide expérience.

Profiter des effets multiplicateurs. Les moyens sont limités, les défis immenses. Le système de formation que le COLEACP a mis en place exploite donc au maximum les effets multiplicateurs potentiels pour ses actions, notamment en recherchant les synergies possibles avec d'autres projets ou programmes de développement. Il en va ainsi pour le renforcement de capacité des formateurs qui travaillent au sein des structures-relais et des ONG qui sont directement en contact avec les associations paysannes. Formés par le COLEACP à mieux communiquer et armés des outils mis à leur disposition, ils sont plus à même de diffuser les messages du COLEACP auprès des milliers de petits producteurs qui sont actifs dans la filière horticole des pays ACP.

Un principe d'amélioration continue. Le monde bouge, les exigences réglementaires changent en permanence, les méthodes d'apprentissage s'améliorent, l'expérience des formateurs locaux est riche de leçons : le COLEACP veille donc à améliorer continuellement

l'efficacité de son dispositif (transmettre les messages clefs de façon toujours plus efficace), l'efficacité de ses actions (obtenir plus d'effet de levier par la formation sur la performance des entreprises) et la durabilité de ses actions (agir en profondeur pour modifier durablement les pratiques en vigueur et vouloir changer les mauvaises routines par l'adhésion du personnel aux bonnes pratiques). De même, de façon continue, le COLEACP révise ses supports de formation : les manuels, les brochures, les animations et les guides pédagogiques sont actualisés. Pour chaque nouvelle thématique émergente, le COLEACP modifie ses parcours de formation et élabore de nouveaux outils. Le travail n'est donc jamais terminé.

Le partage du savoir, des expériences et des outils. À travers ses activités de renforcement de capacité des experts locaux, le COLEACP a constitué un vaste réseau de personnes hautement qualifiées dans les divers pays ACP. Grâce au COLEACP, chaque expert ou cadre actif dans un pays ACP peut accéder au matériel de formation, aux retours d'expérience et aux



HORIZONS FORMATION

outils développés par les autres experts. Le COLEACP veille à associer les experts locaux au développement de ses supports et de ses parcours de formation. Les rapports qui suivent les actions de formation sont systématiquement exploités et les expériences réussies sont capitalisées par le service Formation qui met ainsi à la disposition de tout un chacun un « capital savoir et savoir-faire » que les bénéficiaires peuvent emprunter en permanence !

Ne jamais transiger sur la qualité. Le COLEACP a fait de la qualité de ses actions et de ses supports de formation une condition de base. Pour garantir l'excellence des activités d'apprentissage, le COLEACP a misé sur le renforcement permanent de ses experts formateurs et leur soutien, tant sur les plans techniques que pédagogiques. Le COLEACP a notamment organisé pour eux des sessions de renforcement de capacités sur la communication, le coaching, l'animation de groupe, l'analyse et l'évaluation des compétences. Les experts formateurs sont suivis en permanence par les experts de la Cellule de formation du COLEACP qui assistent régulièrement à leurs activités pour les

guider et les aider à toujours améliorer leur niveau. Le COLEACP n'a jamais transigé avec la qualité des supports et des outils de formation, par respect pour les bénéficiaires. Tous les outils de formation (manuels, guides, brochures, vidéos, e-learning) ont été élaborés avec un soin particulier et sont édités avec le souci de les rendre attractifs et agréables à utiliser au quotidien.

Mettre en place des actions de formation à coûts partagés. Le COLEACP valorise les efforts consentis par les bénéficiaires : entreprises, personnel de ces entreprises, ... et par les experts indépendants qui s'investissent dans la formation. Libérer du temps pour la formation du personnel coûte très cher. Ce temps consacré au renforcement des compétences dans l'entreprise doit être valorisé et considéré comme une contrepartie importante de la part de l'entreprise. Les actions de formation sont le plus souvent montées à coûts partagés, les frais de déplacement, de repas ou parfois de logement étant pris en charge par les entreprises. Les experts, qui participent régulièrement aux sessions de formation de formateurs du COLEACP, ne perçoivent durant leur apprentissage, ni honoraires ni défraiements. Ces engagements et efforts financiers volontairement consentis démontrent l'engagement des participants et des partenaires et ce depuis les premières actions de formation mises en oeuvre par le COLEACP.

Respecter l'éthique et la déontologie. Le COLEACP exige de tous ses experts et prestataires de services le respect de règles strictes en matière d'éthique personnelle : respect des interlocuteurs grâce à une écoute attentive de leurs demandes et la prise en considération de la culture propre aux entreprises où ils interviennent ; respect des participants durant les formations, par une attitude professionnelle, le respect des coutumes locales, des horaires et du programme annoncé. Le COLEACP accorde aussi une grande importance au respect de la déontologie, notamment en garantissant l'indépendance de ses experts formateurs par rapport aux fournisseurs de biens et de services aux entreprises, ainsi que la confidentialité des informations auxquelles ils ont accès à l'égard des entreprises partenaires. Experts et prestataires s'engagent auprès du COLEACP à respecter ces règles.



SENSIBILISER LES JEUNES SUR LES OPPORTUNITÉS DES FILIÈRES HORTICOLES

Dans plusieurs pays et sur plusieurs filières l'âge moyen des petits producteurs est assez élevé, ce qui pose un vrai risque pour ce modèle de production à moyen terme et ce qui rend l'absorption par les petits producteurs des innovations, tels que les exigences sanitaires et la traçabilité, plus difficile. Les jeunes ne perçoivent pas l'agriculture comme une activité professionnelle lucrative et parfois l'accès à la terre est difficile pour eux. Pour remédier à ce problème un module de sensibilisation sera développé par le COLEACP pour les cadres des entreprises qui se fournissent auprès des petits producteurs. La sensibilisation se fera aux lieux de rassemblement populaire tels que la sortie d'église le dimanche et permettra aux cadres et techniciens de ces entreprises d'expliquer aux jeunes en quelques minutes d'une façon parlante ce que la production pour les marchés formels peut rapporter en termes d'équivalents d'un salaire mensuel, et de quel type d'accompagnement par la société exportatrice les nouveaux producteurs peuvent bénéficier.

Des fruits et légumes au cacao, l'émergence d'une « new generation » d'agriculteurs grâce à la formation

« **N**ew Generation » est un programme du Conseil Interprofessionnel du Cacao et du Café (CICC) qui est spécifique pour les jeunes agriculteurs.

Le COLEACP a contribué à ce programme via des formations, du coaching, le développement des outils techniques et notamment d'un guide sectoriel café et la mise en place d'un système de formation en cascade dans 8 zones de production. Ceci en vue d'améliorer les bonnes pratiques agricoles. À travers le programme NEW GENERATION, le CICC accompagne et soutient les jeunes issus des centres de formation agricole dans leur insertion, afin qu'ils deviennent de véritables professionnels agricoles.

Le COLEACP contribue ainsi au développement d'un modèle mixte (fruits et légumes café cacao) qui doit permettre d'assurer une agriculture viable et durable. En outre, la promotion et la valorisation de

l'horticulture au sein des chaînes de production café cacao offre une opportunité de revenus pour les femmes et jeunes au sein des organisations des producteurs du café et cacao. Le COLEACP a facilité aussi le transfert des compétences institutionnelles des organisations inter-professionnelles des filières café cacao vers les organisations représentatives de l'horticulture. Dans le cadre du programme FFM et à la demande des autorités compétentes Camerounaises, le CICC sert comme modèle pour l'appui à la restructuration et au renforcement de capacités de RHORTICAM.

Le COLEACP et la Cellule d'Appui à l'Ordonnateur National du Fonds Européen de Développement (CAON-FED) ont ainsi signé le 22 mars 2018 une convention de collaboration pour partager leurs connaissances et expériences au service du renforcement de capacités des secteurs horticoles privé et public au Cameroun.

Les objectifs principaux de ce partenariat sont :

- Promouvoir le secteur horticole comme levier de croissance macro-économique par la création d'emplois pour la nouvelle génération, en pratiquant une agriculture plus productive, compétitive et orientée vers les marchés nationaux, régionaux et internationaux ;
- Attirer des investissements vers les chaînes de valeurs horticoles les plus prometteuses afin de s'assurer que les moyens nécessaires soient disponibles pour contribuer à la réalisation de la stratégie nationale horticole. La CAON-FED est la structure chargée d'assurer le rôle d'interface et de facilitateur entre le gouvernement camerounais et la délégation de l'Union Européenne.

KARIM DOSTMOHAMED, MEMBRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU COLEACP

« Grâce à son système de formation, le COLEACP a pu agir sur les lacunes et les difficultés spécifiques que nous rencontrons en matière d'engagement de la jeunesse dans l'industrie alimentaire, sur l'ensemble de la chaîne de valeur, de la culture à la transformation. Chez Frigoken, nous voulons être pertinents et compétitifs sur le marché à tout moment. Pour ce faire, nous comptons sur l'innovation – innovation dans nos produits, nos modèles et nos systèmes et, plus important encore, dans notre façon d'affronter les difficultés associées au changement climatique ou à la vitesse et à l'ampleur des avancées technologiques. Notre jeunesse est la source de cette innovation, mais nous avons besoin qu'elle soit beaucoup plus présente dans l'agriculture et la transformation alimentaire. Pour que cela se produise, nos jeunes doivent connaître la diversité des opportunités dans l'industrie, ils ont besoin d'avoir les bonnes compétences et les bonnes connaissances, et les formations du COLEACP ont beaucoup à offrir pour combler ce fossé. »

« Nous cultivons l'avenir »

L'entreprise Blueskies au Ghana est pionnière en matière de production et transformation de fruits. Ses fruits coupés et jus sont préparés sur place et sont exportés vers l'Angleterre, la France, les Pays Bas et également vendus au Ghana. La fondation Blue Skies, établie en partenariat avec Albert Heijn et Waitrose a lancé en 2016 un concours auprès des écoles secondaires du pays (Junior and High schools - 12-18 ans) pour la mise en place d'un potager.

L'idée est de faire la promotion de l'agriculture auprès des écoliers, afin de leur faire redécouvrir cette activité sous un jour nouveau et d'encourager les jeunes à faire de l'agriculture leur métier.

Après un premier test en 2015, la première édition de ce concours inter-écoles a réuni 60 écoles en 2016 et s'est révélé être un grand succès.

Blueskies fondation a réitéré donc ce concours en 2017, à nouveau pour 60 écoles malgré les demandes de candidatures bien supérieures.



LES JEUNES SONT-ILS BIEN FORMÉS AUX BESOINS DES PMEs ?

Parole aux employeurs

FRIGOKEN LTD, Karim Dostmohamed, Directeur Général

La principale activité de Frigoken (FKL), Kenya, consiste à cultiver et transformer des produits horticoles de qualité supérieure à destination des marchés internationaux. Le chiffre d'affaires de FKL est de 25 millions de dollars. Frigoken emploie plus de 3000 personnes. FKL est l'une des sociétés de transformation horticole intégrées verticalement et orientées export les plus importantes d'Afrique de l'Est. La société a adopté un modèle commercial inclusif en engageant plus de 70 000 petits exploitants dans sa chaîne de valeur. Elle leur offre un marché garanti tout au long de l'année pour leurs produits, grâce à des accords contractuels directs (sans recours à des négociants/intermédiaires), ainsi que des intrants agricoles sur la base de crédits sans intérêts et des services d'appoint (sur les bonnes pratiques agricoles). FKL contribue à la diversification des revenus et à l'autonomisation économique des agriculteurs, notamment les femmes, en leur permettant de diversifier leurs cultures et, par conséquent, leurs sources de revenus. La société ajoute de la valeur aux produits horticoles grâce à la transformation, afin de fournir des produits destinés à des marchés de niche à l'exportation. Les produits sont soigneusement conçus pour répondre aux exigences des clients et varient des produits frais aux surgelés et aux produits transformés. FKL est membre du COLEACP et Karim Dostmohamed fait partie du conseil d'administration du COLEACP.

Horizons : Combien de personnes employez-vous ?

Karim Dostmohamed : Frigoken emploie plus de 3000 personnes, dont 80 % sont des femmes et environ 35 % sont des jeunes (âgés de moins de 30 ans). La nature des emplois que nous créons est indissociable de notre modèle économique inclusif. Nous reconnaissons que le bien-être et la motivation des employés sont indispensables au succès de l'entreprise ; nous adhérons donc aux normes établies par la Business Social Compliance Initiative, dérivée des normes de l'OIT ainsi qu'aux principes de l'initiative Global Compact de



l'ONU. Nous assurons aussi des normes de santé et de sécurité élevées et dépassons les exigences en matière de bien-être des employés grâce à notre programme complet de bien-être au travail ; un système d'éducation par les pairs, géré par les employés, visant à sensibiliser et à mettre en contact le personnel avec les services de santé, pour leur bien-être physique, psychologique et financier. De plus, nous disposons sur place d'une structure de développement de la petite enfance qui prend soin des enfants des employés en offrant un environnement stimulant aux enfants âgés de 6 mois à trois ans.

D'autre part, nous contribuons à la promotion de l'emploi local. Nos producteurs indépendants sont situés dans tout le pays, autour de nos centres de collecte, qui sont à proximité immédiate des exploitants. Les équipes d'extension locales, constituées d'agronomes, de superviseurs et d'assistants de terrain (1 000 em-

ployés au total) sont principalement composées de personnes issues des communautés qu'elles assistent.

La formation des jeunes est-elle adaptée aux besoins de votre entreprise ?

Oui. Nous engageons des jeunes de différentes manières, grâce à la formation professionnelle et aux stages, par exemple. Les formations professionnelles sont proposées aux élèves qui sont encore à l'école, et les stages à ceux qui sont sur le point d'être diplômés. Ce programme fonctionne tout au long de l'année et



Eosta (Pays-Bas) est un distributeur international de fruits et légumes bio et équitables, spécialisé dans les fruits exotiques et les cultures sous serre. Ils entretiennent des relations étroites avec plus d'un milliard d'agriculteurs sur six continents. Leur système de traçabilité, Nature & More, offre au consommateur toute la transparence souhaitée sur les produits bio. La transparence alimentaire est très importante pour eux. La responsabilité et l'authenticité, leurs valeurs essentielles, sont au cœur de leur approche novatrice. Leur chiffre d'affaires est de 100 millions d'euros. 60 % du personnel d'Eosta est âgé de moins de 30 ans. Eosta est membre du COLEACP.

Volkert Engelsman, PDG, Eosta, Pays-Bas

Horizons : La formation des jeunes est-elle adaptée aux besoins de votre entreprise ?

Dans l'UE : Non !

En Afrique : Non !

Y a-t-il des profils spécifiques de jeunes auxquels vous souhaitez donner la priorité dans les cinq ans à venir ?

Oui, des jeunes avec un potentiel, des idéaux réalistes et des affinités avec le développement durable.

D'après vos activités et vos besoins en ressources humaines, quelles sont les compétences dont les jeunes manquent le plus ?

La méditation, les compétences de co-création et une expertise en développement durable et en bio.

Qu'est-ce qui vous a intéressé dans l'agriculture ?

C'est mon Karma !

Pouvez-vous conclure sur une note d'espoir, en nous donnant des conseils, ou sur une note de prudence concernant le sujet « Les jeunes et l'agriculture » ?

Il est d'une importance cruciale de révéler le potentiel unique des jeunes pour contribuer à des systèmes agricoles et alimentaires durables et sains.

concerne tous les départements (R&D, agriculture, ingénierie, contrôle qualité, administration, RH, etc.). Ces opportunités, par la formation et l'expérience qu'elles fournissent, aident les jeunes à acquérir les compétences nécessaires pour l'industrie.

Y a-t-il des profils spécifiques de jeunes auxquels vous souhaitez donner la priorité dans les cinq ans à venir ?

Oui – Le projet « Young Farmers » vise à promouvoir et encourager l'agriculture parmi les jeunes qui ont tendance à être moins attirés par vocation vers ce domaine, pour un certain nombre de raisons. Celles-ci incluent le fait que les parcelles deviennent plus petites au fur et à mesure qu'elles sont divisées entre les membres de la famille ; la perception d'une rémunération faible des agriculteurs ; la perception du métier d'agriculteur comme étant difficile et salissant ; et les aspirations de vie différentes parmi la jeunesse éduquée.

Dans le cadre de ce programme pilote, nos experts techniques financent et fournissent des intrants et des équipements de base pour les pépinières et les clôtures. Les étudiants sont formés aux bonnes techniques agricoles en utilisant des méthodes pratiques et établissent de petits jardins potagers dans l'enceinte des écoles. Ce qu'ils produisent peut être utilisé pour les programmes de cantine scolaire ou être vendu et les bénéfices servent à acheter des équipements ou à améliorer les infrastructures scolaires, par exemple. Pour nous, c'est une initiative importante compte tenu du vieillissement de la population des agriculteurs et du besoin de promotion des pratiques d'agriculture durable et d'éducation des jeunes à ce sujet. Nous envisageons de déployer ce programme dans d'autres écoles, notamment dans les lycées régionaux, affirmant ainsi que cet intérêt pour la jeunesse est un investissement important pour l'avenir de la société.

D'après vos activités et vos besoins en ressources humaines, quelles sont les compétences dont les jeunes manquent le plus ?

Avec les jeunes que nous engageons et recrutons aujourd'hui, nous trouvons qu'il existe des lacunes d'expérience pratique et de savoir-faire technique dans certains domaines tels que l'ingénierie, l'agronomie, la maintenance, etc. On peut attribuer cela au fait que les institutions techniques et professionnelles ont, pour beaucoup, été intégrées dans des universités et que leurs cursus comprennent beaucoup plus de théorie. Nous trouvons aussi que les jeunes ont une approche ou un sens de la discipline différent, si l'on peut dire, et qu'il leur faut plus longtemps pour s'adapter et s'intégrer au lieu de travail. Il leur manque cette capacité à se comporter et à s'adapter au milieu du travail et l'intégration se fait de manière moins fluide.

Qu'est-ce qui vous a intéressé dans l'agriculture ? Où avez-vous été formé pour ça ?

L'économie du Kenya repose lourdement sur le secteur agricole, dominé par les petits exploitants qui fournissent la majeure partie des produits horticoles destinés au marché domestique et à l'exportation. L'agriculture contribue pour plus de 20 % au PIB du pays. D'accord, mais, me demanderez-vous, quel rapport cela a-t-il avec moi qui suis ingénieur ? Eh bien, je dirais que cela étaye mon propos qui consiste à dire que les solutions dont nous avons besoin dans le secteur agro-alimentaire viendront de tous les horizons et de toutes les écoles de pensée, et que la jeunesse d'aujourd'hui doit en prendre conscience et voir le potentiel et les opportunités que cela représente pour elle.

Je dirais que la raison pour laquelle je travaille dans l'agriculture est intrinsèquement liée aux valeurs de Frigoken et aux principes qui les ont motivées au départ : limiter les risques auxquels les petits exploitants étaient confrontés à l'époque grâce à l'ajout de valeur et à une économie inclusive, tout en créant un effet sur le développement. Par le passé, le marché à l'exportation des haricots verts était ouvert uniquement de la fin de l'automne au début du printemps en Europe, ce qui signifiait que les agriculteurs ne disposaient pas de la garantie d'un marché tout au long de l'année pour leurs

productions. Ils n'avaient pas non plus de contrats fixes ni de garanties de la part des négociants pour leurs produits, ce qui les laissait à la merci de la volatilité des prix du marché. Troisièmement, contrairement aux autres productions agricoles, le marché local des haricots verts reste limité au Kenya. Les agriculteurs manquaient aussi d'intrants de qualité et n'étaient pas bien formés aux pratiques agronomiques. Frigoken a réussi à limiter ces risques grâce à son mode de fonctionnement.

Pouvez-vous conclure sur une note d'espoir, en nous donnant des conseils, ou sur une note de prudence concernant le sujet « Les jeunes et l'agriculture »?

Je vous répéterai ce que j'ai dit depuis le début : l'ampleur, le potentiel et les opportunités du domaine agroalimentaire sont énormes. J'invite les jeunes à s'impliquer non seulement pour le bénéfice économique qu'ils peuvent en retirer, mais aussi parce que ce secteur a besoin d'eux. Le monde change vite et les effets du changement climatique sont bien réels, et les petits agriculteurs que nous engageons les ressentent. Nous avons besoin de l'innovation et de l'énergie des jeunes pour affronter ces difficultés.



Sunripe (1976) Ltd est un producteur, transformateur, exportateur et distributeur de légumes, fruits et fleurs frais indépendant et verticalement intégré. Sunripe est basée au Kenya. Son chiffre d'affaires est de 15 millions d'euros. La société emploie 800 personnes. 60 % ont moins de 30 ans. Depuis plus de 40 ans Sunripe a évolué pour devenir un producteur, transformateur et exportateur de premier plan de légumes frais de qualité, conditionnés dans le respect des normes les plus strictes. Leur gamme inclut des légumes et fruits bio, en vrac, conventionnels et des produits élaborés. Sunripe est membre du COLEACP.

Tiku Shah, PDG, Sunripe, Kenya

Horizons : La formation des jeunes est-elle adaptée aux besoins de votre entreprise ?

Non.... Nous devons les former et les initier.

Y a-t-il des profils spécifiques de jeunes auxquels vous souhaitez donner la priorité dans les cinq ans à venir ?

Nous recherchons des jeunes attentifs aux détails, qui comprennent la transformation, la sécurité sanitaire des aliments, qui ont suivi un enseignement secondaire et ont des diplômes en technologie alimentaire.

D'après vos activités et vos besoins en ressources humaines, quelles sont les compétences dont les jeunes manquent le plus ?

L'hygiène de base, la capacité à rester concentré, le souci du détail.

Qu'est-ce qui vous a intéressé dans l'agriculture ? Où avez-vous été formé pour ça ?

Ma famille était dans ce métier, donc j'étais entouré en permanence, pourtant j'ai étudié le génie informatique et les maths appliquées.

Pouvez-vous conclure sur une note d'espoir, en nous donnant des conseils, ou sur une note de prudence concernant le sujet « Les jeunes et l'agriculture »?

Le potentiel est énorme pour gagner sa vie en produisant de la bonne nourriture pour la population mondiale. Cela va devenir plus lucratif au fur et à mesure que la demande va surpasser l'offre dans les années à venir. Mais cela ne signifie pas que l'on va pouvoir devenir multimillionnaire. Travailler dans l'agriculture sera satisfaisant, mais pas aussi profitable financièrement que dans d'autres secteurs plus lucratifs.

ÉVÈNEMENTS

JOURNÉES EUROPÉENNES DU DÉVELOPPEMENT 2018

Les jeunes et les femmes sur le devant de la scène

Organisées par la Commission européenne, les Journées européennes du développement (JED) rassemblent chaque année la communauté du développement afin de partager idées et expériences de façon à inspirer de nouveaux partenariats et des solutions innovantes aux défis les plus pressants du monde. Les Journées européennes du développement (JED 2018) se tiennent à Tour et Taxis les 5 et 6 juin 2018 à Bruxelles, en Belgique.

Pour cette douzième édition, les JED 2018 visent à rapprocher l'engagement de l'Union européenne en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes, et l'Agenda 2030 pour le développement durable. L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes sont au cœur des valeurs européennes et sont gravées dans le cadre politique et juridique de l'UE.

Le Village mondial des JED présente des stands qui exposent des projets fructueux et des rapports venus du monde entier. C'est l'occasion de tisser des liens avec les participants et de partager ses expériences de terrain. Le stand du COLEACP met à l'honneur son programme FFM

« Fit for Market », son système de formation, avec ses premiers résultats et ses premiers effets, en se concentrant sur l'autonomisation des femmes dans l'industrie agricole, des champs jusqu'aux plus hauts postes de direction, ouvrant la voie à un développement agricole durable dans les pays ACP. 50 % de la main d'œuvre directe des 400 PME soutenues par le programme FFM et ses prestataires de services sont des femmes. Elles occupent toutes sortes de postes: directrice générale, responsable du contrôle qualité, consultante, formatrice, technicienne, employée à l'emballage, ramasseuse, agricultrice...



LANCEMENT AUX JED D'UN E-MARKETING AU SERVICE DE JEUNES PMEs INNOVANTES

STRENGTHENING GIRLS'
AND WOMEN'S **VOICE AND**
PARTICIPATION



À l'occasion des Journées Européennes du Développement 2018, le COLEACP lance une nouvelle initiative de e-marketing permettant de promouvoir produits et petites et moyennes entreprises issus de pays d'Afrique Subsaharienne. Chaque entreprise est une histoire de porteurs de projets qui sont souvent des femmes entrepreneurs.

Au programme : vitrine de présentation sur le stand du COLEACP dans le village développement des JED, promotion et communication via les media sociaux pour stimuler les consommateurs et citoyens à découvrir et encourager ces belles histoires en devenir.



HORIZONS

RENCONTRE



LOUIS MICHEL

« De toute évidence les jeunes africains ont conscience que seule l'agriculture durable peut vraiment accélérer le processus du développement du continent »

Horizons : *Connaissez-vous le COLEACP et ACP YPN ? Quelle est selon vous la mission principale de chacune des organisations ?*

Louis Michel : Je connais et j'apprécie le travail du COLEACP.

En 2015, l'Assemblée parlementaire paritaire AC-UE avait invité ce partenaire de la Commission européenne. Il s'agit d'un excellent exemple de partenariat Public-Privé à soutenir et à faire connaître à une époque où l'on est à la recherche de modèles innovants impliquant le secteur privé dans le développement. M. Guy Stinglhamber, Délégué général du COLEACP et M. Jeremy Knops, Directeur des opérations des programmes du COLEACP avaient exposé, au sein de notre assemblée, les principes d'actions et les activités de l'organisation. À l'époque, cette organisation de la société civile gérait deux programmes du Fond européen de développement (F.E.D.) reconnus comme des modèles du genre par les praticiens du développement ; sa mission principale étant de soutenir le développement d'une agriculture et d'une agro-industrie durable et compétitive...

Je connais moins l'ACP YPN qui est un réseau de jeunes professionnels des pays d'Afrique, Caraïbes et du Pacifique. Par contre je trouve une telle initiative, qui donne aux jeunes un rôle actif dans les processus d'élaboration des politiques de développement aux niveaux national, régional et international, indispensable. Face à la poussée démographique que connaît l'Afrique, il est nécessaire d'inciter les jeunes à construire leur propre avenir dans des projets utiles à la communauté et à ne pas se laisser détourner par les sirènes de l'argent facile.

Les partenariats public-privé (PPP) en mettant à disposition le savoir-faire du secteur privé sont appelés à jouer un rôle essentiel dans le développement, pour autant que les règles soient claires et prévisibles.

L'évolution démographique dans les pays ACP, et en particulier dans les pays d'Afrique subsaharienne est-elle un avantage ou un inconvénient pour le développement économique ?

En 2015, la population du continent africain s'élevait à 1,3 milliard d'habitants. Elle doublera, selon les prévisions des Nations Unies, d'ici 2050, représentant un quart de la population mondiale. Plus de 60% de la population est âgée de moins de 25 ans. La question démographique en Afrique Subsaharienne peut être à la fois un facteur de développement et de sous-développement.

Le potentiel que constitue la jeunesse africaine pourrait favoriser la transformation économique du continent si elle est accompagnée dans le cadre d'une bonne gouvernance par des réformes institutionnelles et d'investissements, notamment dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'autonomisation sociale et économique des femmes et des jeunes, notamment les filles à travers la création d'emplois décents et dans le renforcement de l'égalité des sexes.

Je suis de ceux qui comme Jean-Michel Severino, voit dans la jeunesse africaine, une formidable opportunité de croissance. Comme il l'a écrit très justement : « La baisse des taux de fécondité après une période de croissance rapide ouvre de nombreuses opportunités économiques et a déjà placé l'Afrique sur de bons rails. »

Un premier élément positif est déjà l'émergence d'une classe moyenne qui a les moyens de s'en sortir.

Par contre une augmentation non maîtrisée de la population qui n'est pas accompa-

gnée d'une éducation de qualité se révèle rapidement être un handicap majeur pour le pays. Une population sans éducation et sans infrastructure sociale est une proie facile pour les réseaux du terrorisme et le grand banditisme. Elle constitue donc un frein à son propre développement.

Comment pouvons-nous viser à faire pencher la balance dans la bonne direction ?

Nous devons réfléchir sur l'ensemble des paramètres liées à une augmentation démographique réfléchie accompagnée d'une politique ciblée en matière d'éducation. Sans bonne gouvernance, ni éducation, tout effort sera vain. Actuellement, les jeunes désœuvrés se retournent au mieux vers le secteur informel, au pire vers le grand banditisme et les mouvements djihadistes.

La première chose à faire si cela n'a pas encore été fait, notamment dans certains pays francophones, c'est d'amorcer la transition démographique, notamment par le contrôle des naissances. La baisse importante de la mortalité infantile, conséquence des progrès sanitaires, n'a pas engendré une diminution de la fécondité. La question se pose plus particulièrement dans la région sahélienne.

Le doublement annoncé de la population africaine en 2050 place le continent devant de véritables défis. 15 à 20 millions de jeunes vont chaque année grossir les rangs des demandeurs d'emplois. Si nous n'aidons pas à une éducation de qualité, nombre d'entre eux risquent grossir les rangs de groupes mafieux ou djihadistes.

En l'absence de transition démographique, de politique réfléchie en matière de planning familial, l'Afrique de l'ouest et centrale aura les plus grandes difficultés à gérer son avenir. Je ne le répèterai jamais assez le « bâillon mondial » est une catastrophe pour les droits de l'homme, pour les droits de la femme. En l'adoptant, on limite d'autant la femme dans ses droits à la liberté d'expression, d'association, à sa capacité de renforcer la société civile, les institutions et la démocratie.

Nous devons contribuer, par le biais de notre partenariat, à pallier aux inégalités de la connaissance et du savoir. Nous devons offrir à la jeunesse africaine qui a des droits et des devoirs, un avenir de dignité. Si nous ne mesurons pas l'ampleur du défi, nous serons les acteurs passifs et coupables du basculement de la jeunesse dans la violence et l'extrémisme ; nous serons responsables de la voir prendre les chemins dangereux de l'exil, menant aux pires exactions, comme celle de l'esclavage des temps modernes.

Les jeunes africains sont-ils adéquatement préparés à jouer un rôle clé dans la modernisation de l'agriculture ?

De toute évidence les jeunes africains ont conscience que seule l'agriculture durable peut vraiment accélérer le processus du développement du continent. Il est im-

pératif de conjuguer croissance démographique, agriculture productiviste et agriculture durable.

Selon les pays, la situation n'est pas identique. Certains pays, comme par exemple la Côte d'Ivoire, le Cameroun, le Ghana, le Sénégal sont mieux préparés que d'autres.

La modernisation dans un domaine tel que l'agriculture nécessite de la technicité et donc des connaissances. Or actuellement, dans la plupart des pays Africains l'agriculture se pratique pour la subsistance. Pour jouer un rôle clé dans la modernisation de l'agriculture, il va falloir mettre en place un système de formation des jeunes axé sur les techniques agricoles et sur l'utilisation des moyens mécanisés.

L'agriculture doit dès aujourd'hui être pensée pour que sa production puisse faire face au doublement annoncé des villes, mais aussi des campagnes. «Car si les villes vont exploser en raison d'un exode rural massif, les campagnes ne vont pas se vider, bien au contraire. Un paradoxe africain qu'aucun autre continent n'a connu à ce jour.» «La Chine, en raison de sa politique de l'enfant unique voit même sa population commencer à baisser. Et l'Inde est sur une trajectoire démographique nettement plus modérée.» L'émergence de la Chine s'explique par une longue croissance économique proche de 10%, mais aussi par une politique volontariste de réduction de la natalité.

Comment les pays africains peuvent-ils devenir autosuffisants et exportateurs nets de produits alimentaires d'ici 2050 ?

Pour devenir autosuffisants et exportateurs nets des produits alimentaires d'ici 2050, les pays africains devraient avoir :

- Une législation foncière solide et attrayante pour les activités agricoles. Il faudra mettre sur la table



les dossiers de l'accès à la propriété foncière aux femmes et aux peuples autochtones ;

- L'accaparement des terres par les multinationales devra être soumis au contrôle des pouvoirs publics afin de protéger le petit paysan et lutter contre la paupérisation d'une couche entière de la population ;
- Assurer la stabilité juridique et une fiscalité solide ;
- Créer des groupements ou coopératives agro-pastorales forts et autonomes (autonomie financière et technique) dotés d'une vision socio-économique ; un paysan isolé n'est pas en mesure de faire face aux défis tels que la transformation des produits, l'accès à de meilleurs marchés, ou encore l'exportation ;
- Aider les petits paysans, notamment les paysannes, à renouer avec la confiance en soi et la confiance dans l'importance vitale du métier d'agriculteur ;
- Développer des zones de cultures par rapport à l'environnement et au type de climat ; s'adapter au contexte mais aussi aux aspirations et aux capacités des personnes et des communautés ; veiller à offrir des semences de qualité ;
- Encourager le développement de laboratoires publics nationaux à investir dans l'amélioration des semences, tout en conservant la propriété des principaux gènes des terroirs nationaux ;
- Créer une banque ou une caisse agricole pour le financement des projets agricoles ;
- Créer un réseau de commerce international en Import-Export des produits agricoles ;
- Réformer le secteur de l'agriculture pour le rendre attractif, encourager les initiatives privées et de subventionner certaines productions.



Que faire pour que le développement agricole soit inclusif ?

Le développement agricole ne peut être inclusif que si toutes les couches de la population prennent part au processus agricole de la création des richesses depuis les initiatives, les prises de décision, la création des opportunités et la redistribution des bénéfices.

Il ne sera inclusif que pour autant que les gouvernants en aient la conviction et la volonté politique et que l'agriculteur ait confiance en son avenir, dans ses projets et se donne l'ambition de les réaliser. L'Etat doit aider ses agriculteurs en donnant, comme cela se fait au sein de l'UE, des subventions agricoles (ex. l'achat d'engrais). C'est ainsi qu'ils seront en mesure de contrer les importations à bas prix de manière durable. La vie même de l'Homme dépend des produits résultant de l'agriculture. En aidant au développement de l'autonomie des paysans, ces derniers seront en mesure de construire des modèles économiques et sociaux viables et solides.

Comment le développement de l'agriculture peut-elle être gagnant-gagnant pour l'Afrique et l'Europe ?

Pour que le développement de l'agriculture africaine soit « gagnant-gagnant » l'Afrique et l'Europe devraient mutualiser leurs compétences et/ou expériences dans le domaine. L'Afrique et l'Europe doivent respecter leurs différences. L'Europe si elle veut aider le paysan africain, doit l'accompagner dans son projet, doit l'aider à se projeter dans l'avenir, à préserver une économie durable, à développer des produits de qualité assurant la sécurité alimentaire, la stabilité des revenus et la fertilité des sols.

L'Afrique qui détient encore un potentiel de terres cultivables pourrait solliciter l'Europe dans le cadre de partenariats portant sur des moyens techniques et financiers aidant à la mise en valeur de ces terres cultivables ; et ce, dans la logique de partenariat gagnant-gagnant.

*Quels instruments de coopération peuvent faciliter la création d'un scénario gagnant-gagnant ?
Quels sont les plus efficaces ?*

Pour faciliter le scénario « gagnant-gagnant », il serait souhaitable que l'Union Européenne utilise les instruments tels que l'appui budgétaire, les partenariats publics/privés, l'Aide Publique au Développement (APD), le Fond Européen de Développement (FED), et l'instrument de Coopération au Développement (ICD). Toutefois, l'aide ne sera bénéfique que pour autant qu'elle vienne en appui à des stratégies nationales cohérentes et réfléchies. L'Afrique doit pouvoir construire son propre modèle de société, basée sur ses valeurs, dont celle de la solidarité, de la dignité et du respect de soi et de l'autre.

Pouvez-vous conclure sur une note d'espoir ou avec quelques conseils ?

L'Union Européenne comme premier partenaire de l'Afrique devrait conserver son leadership dans tous les domaines de développement en apportant au continent la technologie, le know how et le transfert de compétences.

Si l'Afrique a besoin de croissance économique, elle a tout autant besoin d'États solides.

L'économie de marché permet de créer d'énormes richesses mais cela n'a aucun sens si cette richesse n'est pas partagée de manière juste ; si on ne peut assurer la paix sociale par l'augmentation des salaires ;

si on ne réfléchit pas à tracer les contours d'une allocation universelle pour les familles les plus défavorisées, si on ne plaide pas en faveur d'une couverture universelle de santé minimum permettant d'agir contre la mortalité infantile et maternelle, d'agir en matière de santé et de droits sexuels reproductifs afin de contrer l'impact négatif du rétablissement du bâillon mondial. Notre monde traduit l'interdépendance de tous dans une nécessaire solidarité. Notre défi principal est devenu celui de l'unité de l'humanité, c'est-à-dire être capable de vivre en solidarité avec tous les peuples, en paix avec le monde.

À une mondialisation de l'indifférence, nous devons opposer une mondialisation humanisée.

En tant qu'humaniste, en tant qu'universaliste nous devons rester vigilants et nous mobiliser pour défendre un monde respectueux de l'homme.

Plus que jamais il est temps de se convaincre que ce qui porte la richesse et l'espoir de cette terre pour l'humanité, c'est précisément la croyance en l'unité de l'aventure humaine.

Car au-delà des différences, nous sommes tous traversés par une aspiration fondamentale à savoir le rêve de justice, de bonheur et d'égalité.

Paraphrasant Monseigneur Desmond Tutu sur l'idéologie de l'Ubuntu, je conclurai sur ses mots : « Mon humanité est liée à la tienne. J'ai besoin de toi pour être moi. J'ai besoin que tu sois toi... Nous ne pouvons être libres que tous ensemble ».

« NOUS NE POUVONS ÊTRE LIBRES QUE TOUS ENSEMBLE... »





HORIZONS

RETOUR VERS LE PASSÉ

Il y a 10 ans déjà...



« *Ce résultat n'aurait jamais été possible sans le support technique du COLEACP.* »

Sir John Kaputin,
Secrétaire général du Groupe ACP 2005-2010

Il y a 10 ans, dans le magazine du programme PIP, le Secrétaire Général du groupe des États ACP témoignait dans le cadre d'un dossier spécial sur l'évaluation finale du programme PIP.

« L'évaluation finale du Programme Initiative Pesticides en 2008, au terme de sa première phase, a été des plus positives. Elle met en lumière le fait que les objectifs qui consistaient à aider les fournisseurs ACP à répondre aux nouvelles exigences en matière de Limite Maximale de résidus et de traçabilité ont été atteints, mais aussi que le PIP a dépassé sa mission initiale en abordant les problèmes plus larges de l'accès au marché auxquels se confronte le secteur d'exportation horticole des pays ACP. L'action du PIP s'est avérée déterminante pour permettre aux acteurs ACP de préserver leur accès au marché de l'UE. Ce résultat n'aurait jamais été possible sans le support technique du COLEACP.

Les enquêtes menées récemment en Afrique Orientale, dans le cadre de l'étude du *Standards and Trade Development Facility* (STDF) de l'OMC sur les bonnes pratiques de la coopération technique dans le domaine des Mesures Saintaires et Phytosanitaires (SPS), ont désigné de nombreux éléments de l'approche du PIP comme autant de bonnes pratiques. Ce programme a été mis en œuvre dans le respect des éléments fondamentaux de la Déclaration de Paris sur l'Efficacité de l'Aide.

Dans le contexte des négociations de l'accord de partenariat économique (APE), l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-EU a, en 2007, adopté une résolution sur la réduction de la pauvreté pour les petits agriculteurs des pays ACP, mettant en particulier l'accent sur les secteurs des fruits, des légumes et des fleurs. Les exportations horticoles fournissent une opportunité importante (et une des rares) de création de revenus dans les zones rurales. Beaucoup reste à faire pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement, et la pauvreté rurale croissante constitue un problème crucial dans de nombreux pays ACP. Le Secrétariat ACP est dès lors décidé à continuer d'apporter son soutien à des programmes qui, à l'instar du PIP, rendent les petits producteurs en mesure de participer au commerce de produits horticoles de grande valeur. »



Sir John Kaputin,
Secrétaire général du Groupe ACP

« **Ce résultat n'aurait jamais été possible sans le support technique du COLEACP.** »

L'évaluation finale du Programme Initiative Pesticides en 2008, au terme de sa première phase, a été des plus positives. Elle met en lumière le fait que les objectifs qui consistaient à aider les fournisseurs ACP à répondre aux nouvelles exigences en matière de Limite Maximale de Résidus et de traçabilité ont été atteints, mais aussi que le PIP a dépassé sa mission initiale en abordant les problèmes plus larges de l'accès au marché auxquels se confronte le secteur d'exportation horticole des pays ACP. L'action du PIP s'est avérée déterminante pour permettre aux acteurs ACP de préserver leur accès au marché de l'UE. Ce résultat n'aurait jamais été possible sans le support technique du COLEACP.

Les enquêtes menées récemment en Afrique Orientale, dans le cadre de l'étude du STDF de l'OMC sur les bonnes pratiques de la coopération technique dans le domaine SPS, ont désigné de nombreux éléments de l'approche du PIP comme autant de bonnes pratiques. Ce programme a été mis en œuvre dans le respect des éléments fondamentaux de la Déclaration de Paris sur l'Efficacité de l'Aide.

Dans le contexte des négociations de l'APE, l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-EU a, en 2007, adopté une résolution sur la réduction de la pauvreté pour les petits agriculteurs des pays ACP, mettant en particulier l'accent sur les secteurs des fruits, des légumes et des fleurs. Les exportations horticoles fournissent une opportunité importante (et une des rares) de création de revenus dans les zones rurales. Beaucoup reste à faire pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement, et la pauvreté rurale croissante constitue un problème crucial dans de nombreux pays ACP. Le Secrétariat ACP est dès lors décidé à continuer d'apporter son soutien à des programmes qui, à l'instar du PIP, rendent les petits producteurs en mesure de participer au commerce de produits horticoles de grande valeur.

Il y a 10 ans déjà...

PIPMAGAZINE

N°14 NOVEMBRE 2008 MAGAZINE D'INFORMATION DU PROGRAMME PIP



QUALITÉ & CONFORMITÉ FRUITS & LÉGUMES

SOMMAIRE

Evaluation du PIP 1 en chiffres	2
Le PIP a-t-il atteint ses objectifs ?	4
Evaluation de l'impact du PIP	6
Le PIP cité comme un exemple de bonnes pratiques de coopération par l'OMC et l'OCDE	8
S'améliorer pour l'avenir	10
Sir John Kaputin	12

Evaluation finale du PIP

EXTRAITS
DU RAPPORT
DE L'ÉVALUATION
FINALE



Evaluation du PIP 1 en chiffres

2



Evaluation de l'impact du PIP

6



Le PIP cité comme un exemple de bonnes pratiques de coopération

8

www.coleacp.org/pip

PROCHAIN NUMÉRO D'HORIZONS



DOSSIER SPÉCIAL

DURABILITÉ ET COMPÉTITIVITÉ : LES PMES MONTRENT L'EXEMPLE À LA VEILLE DE LA COP 24



TESTEZ ET AMÉLIOREZ VOS CONNAISSANCES !

**UNE OPPORTUNITÉ D'ACQUÉRIR
COMPÉTENCES ET EXPERTISES DANS
LES DOMAINES DE LA PRODUCTION
AGRICOLE ET DU COMMERCE**



© CIAT, Gerogina Smith



Connectez-vous sur :

<https://training.coleacp.org>